

T2137-559-8,00 F



ISSN 0026-9433

le monde

Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°559 JEUDI 24 JANVIER 1985 8,00 F

NOUVELLE CALÉDONIE

INDEPENDANCE IMMEDIATE!



POUR UNE KANAKIE SANS CLASSES NI ÉTAT

CONSEIL DE L'ORDRE

A quand la dissolution de cette structure réactionnaire ?

PAGE 4

JUSTICE ET ARMÉE

T.P.F.A. : la forme a changé, mais pas le fond !

PAGE 5

ÉCONOMIE SOCIALE

Le pour et le contre d'une expérience gestionnaire à Roubaix.

PAGE 12

Fop 2520

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (m^e République)
tél. : 805.34.08

communiqués

• TOURS

Le groupe Maurice-Fayolle de Tours tient une permanence tous les mercredis (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté de Lettres, au cours d'une table de presse. De plus, nous rappelons qu'une vente du *Monde libertaire* est assurée tous les samedis de 15 h à 17 h, rue de Bordeaux (rue piétonne). Pour contacter le groupe, écrire à : F.A., B.P. 2114, 37021 Tours cedex.

• CRÉTEIL

Un groupe est en formation à Créteil. Notre but est de propager l'idéal libertaire. Nous assurons une vente du *Monde libertaire* tous les dimanches matin de 9 h à 11 h 30, au « marché » du vieux Créteil. Nous invitons les libertaires et les personnes intéressées à venir nous rencontrer, ou bien, à écrire aux Relations Intérieures qui transmettront.

• CHELLES

Le samedi 2 février 1985, à 20 h, au Centre culturel de chelles (place des Martyrs-de-la-Résistance), le groupe Sacco-Vanzetti organise un gala de soutien avec Leny Escudero. Prix des places : 60 F, 50 F pour les auditeurs porteurs de la carte R.-L. ; en vente à la librairie du Monde libertaire, au local de la C.N.T. (33, rue des Vignolles, Paris 20^e), ou au local du groupe (1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles) le dimanche de 10 h à 12 h.



éditions

• « VOLONTÉ ANARCHISTE »

Le vingt-sixième numéro de la collection « Volonté anarchiste » est paru, dédié à Camus, décédé le 4 janvier 1960. Cette nouvelle brochure intitulée « Albert Camus et les libertaires » rassemble les contributions du philosophe parues dans le *Monde libertaire* et les articles, la plupart contemporains, se rapportant à sa vie, ses idées ou son œuvre. L'exemplaire, 20 F, est en vente à la librairie du Monde libertaire. Mais n'oubliez pas le soutien qu'est l'abonnement ! Les huit numéros de Volonté anarchiste pour 150 F seulement ! L'abonnement de soutien à ne pas négliger à partir de 200 F. Une adresse : groupe Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony. Les règlements doivent être adressés à l'ordre de A.S.H., C.C.P. 21 600 42 C Paris.

• « LA MÉMOIRE SOCIALE »

« Tous les arts ont produit leurs merveilles, l'art de gouverner n'a produit que des monstres. » Les compagnons du groupe Voline, pour leur part, poursuivant leur œuvre de désintoxication et d'hygiène sociale, viennent d'enfanter d'une bête indomptable et sauvage... *La Mémoire sociale* n° 3, revue d'humeur, vient de surgir des profondeurs de la nuit. Plongez-y sans plus attendre vos yeux et vos tripes, mais prenez garde... l'enfant mord !

Au sommaire : Page d'humeur (Edito) ; Les Indiens métropolitains (Joël) ; Préambule pour la seconde livraison de l'Empire knouto-germanique (M. Bakounine) ; Introduction à l'esthétique anarchiste (M. Scrivener) ; Le Transgresseur est-il un facteur d'évolution (E. Armand) ; Ainsi vivent les anarchistes (poème). En vente à la librairie du Monde libertaire : 10 F (numéros précédents encore disponibles). Abonnement simple (4 numéros) : 25 F ; abonnement de soutien : 40 F. *La Mémoire sociale*, c/o Gr. Voline, 26, rue Piat, Paris XX^e.

débats

• BORDEAUX

Le groupe Durruti projettera le mardi 29 janvier, à partir de 21 h, au 7, rue du Muguet, un film : « May Picqueray, portrait d'une anarchiste ». Ce film sera suivi d'un débat.

• ANGERS

Le groupe d'Angers organise deux meetings-débats sur le thème : « Face à la crise, ni droite ni gauche, l'alternative anarchiste », précédés de la projection d'un montage audio-visuel.

Le 6 février, à 20 h 30, salle de la Maraîchère, à Trélazé, rue Ludovic-Ménard.

Le 7 février, à 20 h 30, salle du C.A.D., 43, place G.-Bordillon, à Angers.

• BREST

Le vendredi 1^{er} février, le groupe Les Temps nouveaux invite les sympathisants libertaires à une réunion-débat au centre social de Bellevue, 1, rue P.-Trépas, à 19 h. Thème : « Qu'est-ce que la Fédération anarchiste ? ».

• LAVAL

La liaison F.A. de Laval organise un colloque-débat sur « Quel syndicalisme face à la crise » le jeudi 31 janvier à 20 h 30 au F.J.T. (102, rue du Pont-de-Mayenne, 1^{ère} salle à droite, rez-de-chaussée). Une table de presse est prévue.

• CHELLES

Des cours d'esperanto auront lieu tous les jeudis à 20 h au local du groupe Sacco-Vanzetti. Ces cours pour débutants seront gratuits. Adresse du local : 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare).

La librairie du Monde libertaire organise des tables rondes autour d'ouvrages se rapportant à l'histoire du mouvement ouvrier et anarchiste. Le samedi 26 janvier, à 16 h, un forum sera organisé sur Gaston Leval. Des militants traiteront du parcours de la pensée politique de G. Leval.

A cette occasion, la librairie vous propose des ouvrages de Leval *Espagne libertaire, 36-39* et *L'Etat dans l'histoire* au prix de 100 F (valeur 120 F) ; *L'Enfance en croix et Rus et torrents* au prix de 20 F (valeur 40 F) ; *Pratique du socialisme libertaire, Le Chemin du socialisme, L'Humanisme libertaire et Bakounine et l'Etat marxiste* au prix de 30 F (valeur 50 F).

De plus, une exposition retraçant la vie et l'œuvre de Gaston Leval aura lieu du 19 janvier au 14 février.

Les administrateurs

liste des permanences des groupes f.a.

• PROVINCE

• AISNE

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (23) 80.17.09.

• ARDECHE

Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

• BOUCHES-DU-RHÔNE

Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, 3, rue de la Fontaine-de-Caylus, 13002 Marseille.

• CALVADOS

Groupe de Caen : permanence le mardi de 17 h à 19 h, au C.E.S., 156, rue Caponière, 14000 Caen-Detolte.

• CHARENTES

Groupe d'Angoulême : permanences tous les mercredis, de 18 h à 20 h, au café de la Plage, 10, rue Saint-Aussone, Angoulême.

• CHARENTES-MARITIMES

Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.

• CÔTES-DU-NORD

Liaison de Saint-Brieuc : permanence tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».

• DOUBS

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les mercredis de 16 h à 19 h, au 77, rue Battant, à Besançon.

• FINISTÈRE

Groupe « Les temps nouveaux » de Brest : permanence le 3^e samedi de la faculté des Lettres, au centre social de Pen-Ar-Creach, rue du Professeur-Christien.

• HAUTE-GARONNE

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanences dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h ; et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

• GIRONDE

Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque jeudi, de 19 h 30 à 20 h 30, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

• HÉRAULT

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

• ILLE-ET-VILAINE

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

• INDRE-ET-LOIRE

Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le mercredi (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

• LOIRE-CHER

Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-La-Fontaine, appt. 57, Blois, tél. 74.26.02.

• LOIRE

Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanences tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T.-L.P., Bourse du travail, cours Victor-Hugo, à Saint-Etienne.

• LOIRE-ATLANTIQUE

Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffault, Nantes.

• HAUTE-LOIRE

Groupe du Puy : permanences tous les samedis, de 11 h à 12 h, au Palais, place du Breuil, Le Puy.

• LOT-ET-GARONNE

Groupe d'Agen : permanences de 14 h à 16 h, les 1^{er} et 3^e samedis de chaque mois, au 64, rue de l'Angle-droit, 47000 Agen.

• MAINE-ET-LOIRE

Groupe d'Angers : permanences tous les vendredis, de 18 h à 19 h, à la librairie La Tête en bas, 17, rue des Poëliers, à Angers.

• MANCHE

Groupe de Cherbourg : permanences tous les mardis, de 18 h 30 à 20 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

• NORD

Groupe de Lille : permanences tous les mardis (excepté pendant les vacances scolaires) au restaurant universitaire du Pont-de-Bois (Vileneuve-d'Ascq), de 12 h à 13 h 30.

• PYRENEES-ORIENTALES

Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanences tous les 1^{er} dimanches du mois, au Marché aux Puces de Perpignan (table de presse).

• RHÔNE

Groupe de Lyon : permanences le 1^{er} et 3^e mercredi de chaque mois, de 20 h à 21 h, au 13, rue Pierre-Blanc, Lyon.

• SARTHE

Groupe « Marie-Louise-Berteri » du Mans : permanences tous les mercredis, de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, rue d'Arcole, Le Mans.

• SOMME

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 h à 20 h, salle Desvaillay, 80000 Amiens. « Germinal », c/o B.P. n°7, 80330 Longueau.

• VAR

Groupe « Région toulonnaise » : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaires, cercle Jean-Rostand, rue Montébello, Toulon.

• VIENNE

Liaison Poitiers : permanences tous les dimanches sur le marché de la Z.U.P. des Couronneries, Poitiers, de 11 h à 12 h.

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes — PAGE 3 : Editorial, Mort d'E. Machoro et M. Nonaro, mise au point du FLNKS, Algérie et Nouvelle-Calédonie, Manif à Paris — PAGE 4 : En Bref, C.G.T. : P.S. et P.C. sur un bateau, Conseil de l'Ordre, 12 enfants de mineurs britanniques à Paris — PAGE 5 : Racisme et racket au quotidien, Justice et Armée, Aggression fasciste, Patrick Aguiar — PAGE 6 : Passeport pour la désintégration ou pour le renouveau, Le projet de résolution du C.C. pour le 25^e congrès — PAGE 7 : A propos de l'égalité — PAGE 8 : Brésil : quel changement ?, Grève des mineurs britanniques — PAGE 9 : Procès italien, Espagne et affaire de la Scala — PAGE 10 : Sur Gaston Leval — PAGE 11 : Notes de lecture, 1^{er} festival du film libertaire, Programme R.-L. — PAGE 12 : Economie sociale, Il était une fois dans l'ouest parisien.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pls fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145 rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Règlement

(à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e

Directeur de publication : Maurice Joyeux

Commission paritaire n°55 635

Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20^e

Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977

Route 205 — Publi Routage

Diffusion SAEM Transport Presse

ALGÉRIE ET NOUVELLE-CALÉDONIE

« S'IL ne s'agissait que de choisir entre Ferhat Abas et de Gaulle, il n'y aurait, bien entendu, pas de problème. Nous n'avons pas choisi entre deux gouvernements, nous avons choisi le camp des opprimés en révolte, celui de ceux qui, depuis plus d'un siècle, ont été bafoués, volés, réduits à la misère dans leur propre pays sans que cela trouble la conscience du peuple français en général. Nous sommes avec ceux qui ont été "contraints" d'user de la violence... Ils ne sont pas libertaires, ils font une guerre d'indépendance nationale. Et comment pour-

rait-il en être autrement ? » (1). Quand, en 1961, le camarade André Devriendt s'exprimait ainsi au sein de la Fédération anarchiste d'alors, pouvait-il penser que plus de vingt ans plus tard le même problème se poserait avec un autre territoire d'outre-mer ?

Le parallèle entre le F.L.N. algérien et le F.L.N.K.S. est-il si évident ? La situation économique du pays, les structures de la société, l'état politique mondial diffèrent. Mais la question du soutien au peuple kanak aujourd'hui se pose, elle, dans des termes semblables au début des années 60.

Ce avec quoi nous nous sentons solidaires, c'est avec la lutte d'un peuple contre le colonialisme, à ce peuple de décider de ses moyens et de ses buts. Soutenir le F.L.N.K.S. touché par la répression ne nous empêche pas de continuer le combat idéologique et quotidien contre le marxisme, l'Etat et le capital.

Thierry
Gr. Pierre-Besnard

(1) Citation extraite de l'article « Deux guerres coloniales » d'André Devriendt paru dans le « Magazine libertaire » n° 4.

MANIFESTATION A PARIS

DEUX mille personnes ont défilé malgré le froid, de la place du Panthéon, à proximité du domicile de Fabius protégé par les gardes mobiles, jusqu'à la rue du Bac. Cette manifestation était organisée par l'Association pour l'information et le soutien des droits du peuple kanak, la Ligue communiste révolutionnaire, Lutte ouvrière, le P.S.U., les Verts, le syndicat C.G.T. des correcteurs, etc. La Fédération anarchiste s'était évidemment jointe à cet appel.

Une cinquantaine de militants du F.L.N.K.S. ouvrait la marche sous une banderole proclamant : « Nous sommes 60 000 Machoro ». Notons la provo-

cation consistant à faire boucler la rue de Grenelle par les gendarmes mobiles, véritable injure aux manifestants kanaks qui s'écroulaient : « G.I.G.N., assassins ! ».

Dans un tract, la Fédération anarchiste réaffirmait sa solidarité avec le peuple kanak en lutte contre le colonialisme français, soulignant que les Kanaks ne réclament que ce qui leur appartient, après 150 ans de spoliations et de massacres. Massacres qui continuent en 1985 avec l'assassinat d'Eloi Machoro et de Marcel Nonaro par les tireurs d'élite du pouvoir socialiste !

La manifestation s'est déroulée sans problèmes. On peut

regretter la faible participation qu'elle a engendrée, la conscience politique de beaucoup étant soulevée par la météo ! Pourtant, dans les semaines qui viennent, le peuple kanak va avoir besoin de la solidarité internationale, face à la répression colonialiste et aux bandes fascistes armées (pour qui le couvre-feu n'est pas trop contraignant !).

La seule issue, c'est l'indépendance sans condition ! Ce que les Kanaks feront de la Nouvelle-Calédonie lorsqu'ils auront reconquis ce qui leur a été volé, c'est à eux seuls d'en décider !

Gil
Gr. Libertad

Editorial

« NOUMÉA la blanche », titrait un quotidien samedi dernier. Le parallèle avec Alger, il y a vingt ans, coule de source, mais les rôles ont été distribués autrement. Certes Pieds Noirs hier et Caldoches aujourd'hui défendent leurs intérêts de gros propriétaires, mais la Métropole semble avoir une notion plus subtile du colonialisme.

C'est bien de ça qu'il s'agit en toile de fond : le colonialisme est-il acceptable par un gouvernement qui prétend puiser ses idées dans le socialisme ?

Pendant la guerre d'Algérie, Mitterrand, membre du gouvernement d'alors, ne semblait pas développer dans ses propos l'idée que l'Algérie ne devait plus rester sous la tutelle française... Les temps changent, mais en fait les anciennes colonies françaises d'Afrique, si elles sont indépendantes sur le papier, restent souvent dramatiquement liées économiquement à leur ancien Etat souverain.

Pour un pays colonisé, l'accession à l'indépendance nationale est un premier pas vers la liberté. Il reste ensuite aux peuples d'autres chaînes dont il faut se débarrasser ! Pour le peuple kanak, il y a aussi ceux qu'Eloi Machoro nommait tout simplement les « politiques ».



Eloi Machoro assassiné par le G.I.G.N.

SUR LA MORT D'E. MACHORO ET M. NONARO MISE AU POINT DU F.L.N.K.S.

NOUS publions ci-dessous des extraits de la conférence de presse tenue par le F.L.N.K.S. à l'A.G.E.C.A. le 13 janvier 1985. Cette conférence de presse avait pour objet de faire le point sur les circonstances de la mort d'Eloi Machoro (secrétaire général de l'Union calédonienne et ministre de la Sécurité du gouvernement provisoire) et de Marcel Nonaro.

« En réaction au discours de Pisani, le F.L.N.K.S. avait décidé de convoquer un congrès extraordinaire le samedi 12 janvier où serait étudié le texte des propositions avancées par le représentant du gouvernement français. A l'issue de ce congrès, le Front aurait fait connaître officiellement sa position : soit nous nous engageons résolument dans la voie de la négociation ; soit nous rejetons le plan Pisani et nous envisageons de relancer la mobilisation sur le terrain.

Samedi 12, au matin, le Front apprenait la mort d'Eloi Machoro et de Marcel Nonaro dans des circonstances qui paraissent encore troubles. Le F.L.N.K.S. décidait sur le champ d'annuler le congrès extraordinaire et appelait l'ensemble des délégués à se réunir d'urgence au local du F.L.N.K.S. en « comité de crise ». Dans un communiqué diffusé peu après, le Front s'est élevé contre cet assassinat et cet acte barbare qui met fin à toutes les propositions de Pisani.

Nous sommes maintenant en mesure de révéler les conditions exactes dans lesquelles E. Machoro et M. Nonaro ont trouvé la mort. Certains points restent troubles et on ne peut émettre que des hypothèses à défaut de réponses sûres... sur le contenu précis des ordres qui ont été donnés, soit par Pisani, soit par ceux qui dirigent la police et les gardes mobiles en Nouvelle-Calédonie. Néanmoins, les informations dont nous disposons depuis, à Nouméa, corroborent la thèse de l'assassinat.

Pour le F.L.N.K.S., Machoro et Nonaro n'ont pas été victimes d'une bavure policière, comme la presse l'a annoncé, mais d'un assassinat prémédité par les forces de l'ordre, en collusion étroite avec un commando de colons d'extrême droite.

Les faits

Contrairement à ce qui a été indiqué dans la presse, les

militants du F.L.N.K.S. n'avaient en aucune façon investi la ferme d'un colon, c'est un point capital pour comprendre les événements.

Vendredi 11 janvier, à 16 h 30, débutait une réunion chez un Kanak, militant du F.L.N.K.S., Auguste Boarato, dont la propriété jouxte la ferme de La Pélerie. A quelques centaines de mètres de la maison, un guetteur, muni d'un talky-walky, est chargé de surveiller tous les mouvements possibles de gardes mobiles ainsi que les allées et venues des milices d'extrême droite qui circulent beaucoup dans la région.

A 18 h 30, le militant signale l'arrivée massive (plusieurs escadrons) de gardes mobiles — on apprendra par la suite qu'il y avait également deux pelotons du G.I.G.N. Les gardes mobiles se mettent en position autour de la maison et sur les crêtes qui dominent la propriété.

Samedi 12 janvier, à 5 h 15, on signale la présence d'un hélicoptère de la gendarmerie nationale ; et, à 6 h, les gardes mobiles procèdent à une première sommation (tir de grenades lacrymogènes). E. Machoro et les militants du F.L.N.K.S. sont sommés de sortir de la maison et de se rendre. La deuxième

sommation intervient un quart d'heure après. C'est à ce moment que Machoro sort, seul et sans arme, et qu'il est touché.

On a pensé au début qu'on lui avait tiré dans le dos, depuis les crêtes ; il se confirmera par la suite, lors de la contre-autopsie demandée par la famille, qu'il a été tué d'une seule balle tirée de front.

Marcel Nonaro sort à son tour, un coup de fusil claque et le rate. On tire une seconde fois, et c'est à ce moment qu'il est touché (l'autopsie démontrera que la balle correspond au calibre employé par le GIGN).

Il apparaît donc clairement que cette opération était une machination pour piéger E. Machoro et les militants qui occupaient Thio et qui étaient venus dans le cadre du congrès convoqué par le F.L.N.K.S., et ce met en évidence que le commissariat qu'une opération "coup de poing" a été menée pour mettre fin aux actions d'Eloi Machoro.

Il faut préciser aussi qu'un commando d'extrême droite de 15 personnes armées, avec des chiens, aurait été repéré parmi les gardes mobiles. Parmi ces quinze personnes, on a pu remarquer la présence du maire de Farino, M. Mariotti, un

colon réputé pour être un fasciste notoire en Nouvelle-Calédonie.

Pour le F.L.N.K.S., il y a deux hypothèses : ou les coups de fusils ont été tirés par les colons d'extrême droite postés sur les crêtes ; ou E. Machoro a été délibérément assassiné par les membres du G.I.G.N. ; ce qui pose directement la responsabilité du gouvernement français et de M. Pisani (la seule certitude que nous ayons en ce moment, c'est qu'il avait été donné l'ordre aux gardes mobiles et aux membres du G.I.G.N. de tirer sans tuer...). (...)

Il est clair et évident que cette opération a été montée dans le prolongement de l'affaire du jeune colon, Tual, tué quelques heures avant et dont on a tout de suite fait porter la responsabilité sur le F.L.N.K.S. sans aucune preuve.

Pour nous, l'assassinat d'Eloi Machoro n'est que l'aboutissement d'une campagne de criminalisation d'un dirigeant du F.L.N.K.S. et qui illustre parfaitement la collusion étroite qu'il y a entre les groupes d'extrême droite et les forces de l'ordre représentant le gouvernement français en Nouvelle-Calédonie. (...)

Propos recueillis
par Liliane

enbref...enbref..

• A l'initiative de deux comités rouennais, un meeting de solidarité en faveur des mineurs britanniques en grève se tiendra le mardi 29 janvier, à 20 h, salle Ambroise-Crozat, avenue de la Libération, à Sotteville-lès-Rouen. Des mineurs grévistes, ainsi que des femmes de mineurs viendront débattre de leur lutte. Des films vidéo seront projetés, films relatant les luttes, les provocations policières ainsi que le soutien apporté par différents comités existants (comités de femmes de mineurs, chômeurs, cheminots).

• L'U.P.F. nous communique : Le M.O.C., section espagnole de l'I.R.G., qui inclu la plupart des objecteurs espagnols, est en lutte. Ils accepteraient un statut d'objecteur, mais refusent un service civil au profit de l'Etat et un statut en deçà de la résolution du parlement européen. Des actions de soutien vont être organisées à Paris. Contacter l'I.R.G.

• Le Collectif anti-symbiose Armée-Education du département 93 organise une réunion publique le vendredi 1^{er} février à la Bourse du travail, 1, place de la Libération, Bobigny. Parmi les thèmes abordés, autres que l'information sur le protocole et les actions à envisager contre ses applications, nous évoquerons le cas de Bernard Jaudon, objeteur et inouï au service civil, victime d'une interdiction professionnelle de la part de l'Education nationale. Toute personne intéressée peut prendre contact avec le Collectif 93 au cours de cette réunion. Collectif 93 : permanence tél. : 628.50.49 (lundi de 18 h 30 à 20 h 30) ; permanences : le 1^{er} mardi de chaque mois, de 18 h à 20 h, au centre Alfa, 152, avenue Gallieni, 93140 Bondy.

12 ENFANTS DE MINEURS BRITANNIQUES EN FRANCE

C'EST le ras-le-bol qui nous a fait déclencher cette initiative. Ras le bol d'entendre quotidiennement la propagande chauvine du genre : « Fabriquons français ! » ; ras le bol aussi du refus affiché par nos syndicats respectifs de coordonner en France des luttes qui s'éparpillent, entraînant un développement de l'égoïsme et de l'individualisme, terreau fertile aux idéologies les plus réactionnaires.

Alors, avec un groupe de copains, les uns syndiqués à la C.G.T.-Renault, d'autres à la C.F.D.T. ou encore au syndicat des éducateurs de l'éducation surveillée (S.N.P.E.S.) et même non syndiqués, nous avons tout bêtement demandé à une copine, prof d'anglais, de nous faire une lettre bien tournée afin de proposer au N.U.M. (National Union of Mineworkers) de prendre 12 adolescents, fils et filles de mineurs grévistes, pour un quinzaine de jours à Paris. On n'y croyait pas, nous étant entendu dire que les mineurs ne répondraient peut-être pas.

Nous avons été très heureux de nous voir surpris quand David Betchley, du syndicat des transporteurs d'Aberdeen, nous a téléphoné pour dire qu'ils étaient très heureux de notre offre et

qu'ils en décideraient le lendemain au cours d'un meeting avec Arthur Scargill. Le jour suivant, on apprenait que Scargill avait lu notre lettre au cours du meeting, qu'elle avait été vivement applaudie et que 12 adolescents avaient été tirés au sort. Dur, pour tous les autres qui ne pourront profiter du voyage, mais notre groupe ne pouvait s'engager pour un plus grand nombre d'adolescents. Pas tellement à cause de l'hébergement, nous aurions pu héberger 30 adolescents tant les demandes furent nombreuses ; mais principalement du fait du prix du voyage et du séjour. Pour un enfant et un accompagnateur, cela revient à 14 600 F. Nous manquons de fonds en cette période de début d'année et ceci nous paraissait risqué. Eh bien, la réalité dépasse nos espoirs. Il semble que la lutte des mineurs recueille une sympathie très importante dans nombre de milieux assez différents. Dans notre pays marqué par l'échec du gouvernement socialiste, alors que les médias ne parlent pratiquement plus de ces 10 mois de grève, l'impression se confirme que tout le monde attend... That-cher a réussi à cristalliser une telle haine chez les travailleurs français en général que sa dé-

faite serait à la fois le signe que la classe ouvrière peut contraindre les plans capitalistes européens, mais aussi, je crois, une forme de revanche quant aux 12 Irlandais morts de faim à Maze.

Tous ceux qui en sont restés à la rivalité franco-anglaise du temps de Jeanne d'Arc doivent se résigner à savoir que les travailleurs français donnent généreusement pour la venue des 12 adolescents, certains se proposent pour l'hébergement et l'organisation de loisirs. Il y eut même des syndicates C.G.T., C.F.D.T., S.N.P.E.S. et autres qui, sans consignes centrales, soutiennent cette initiative, financièrement et matériellement. Du côté anglais, les syndicalistes français sont énormément appréciés, notamment du fait de l'action de la C.G.T. en octobre 1984, qui a apporté 600 tonnes de produits de première nécessité et 700 000 francs. Il faut quand même préciser que cette initiative doit beaucoup à la fédération des sous-sols dont le rôle a été moteur. Mais le charbon français continue de partir pour des destinations que l'on a pas de peine à deviner (les dockers continuant de même à charger les bateaux pour l'Angleterre).

Les jeunes doivent arriver le 26 janvier à Paris et y rester 15 jours. Ils auront entre 12 et 16 ans, avec une forte proportion de 14 ans. Ils seront accueillis par le collectif en fanfare lors d'un grand banquet, et seront répartis dans les familles (pour passer le dimanche à faire connaissance). Les deux semaines se passeront en activités programmées d'une part (visites de Paris, rencontres avec des C.E., etc.), et, d'au-

tre part, selon leurs demandes. Il y aura quatre permanents pour s'occuper des activités pendant les jours de semaine : trois ouvriers de Renault prennent des vacances ou des congés sans solde, et une éducatrice. Nous continuons à rechercher des contacts pour toutes les activités qui pourraient nous être proposées.

Une équipe de cinéastes de l'université de Saint-Denis est d'accord pour réaliser un film sur leur séjour, qui permettra aux mineurs de montrer chez eux la solidarité qu'ils auront rencontrée. Dans ce domaine, nous avons besoin de cassettes V.H.S. 3/4 de pouce, matériel qui coûte cher. Alors, s'il se trouve des copains qui peuvent nous donner des indications à ce sujet, cela serait bien.

Nous espérons clore le séjour par un gala de solidarité destiné à recueillir des fonds pour les mineurs grévistes. Nous avons entrepris des démarches auprès de vedettes susceptibles de se produire gratuitement et recherchons une salle pour ce gala ainsi que le matériel son. La date de ce gala, s'il s'avère possible, se situera autour des 7 et 8 février.

Notre collectif est ouvert à tous ceux qui, par leur action peuvent aider la lutte des mineurs. Leur échec signifierait la naissance d'une nouvelle ère de répression pour toute la classe ouvrière européenne, alors il est essentiel de chercher à briser le mur du silence que Mitterrand et Thatcher ont décidé, en commun, de dresser autour des mineurs en grève. Pour tout contact : « La clé de 13 », 12, boulevard de la Chapelle, 75018 Paris (tél. 881.01.47.).

« La Clé de 13 »

DISSOLUTION DU CONSEIL DE L'ORDRE

L'HEURE où ces lignes sont écrites, un comité national pour la dissolution du Conseil de l'Ordre des médecins (U.N.A.M.D.O.R.), est en train de se mettre en place à Lyon.

Rappelons que déjà plus de mille médecins ont signé pour réclamer la dissolution de l'Ordre auprès du Collectif Rhône-Alpes pour la dissolution de l'Ordre des médecins (C.R.A.D.O.M.).

Dans la région parisienne, le collectif du Val-de-Marne de défense contre l'Ordre des médecins mène également une lutte sévère contre cette « caste » rétrograde ; lutte qui s'est concrétisée notamment le 16 décembre 1984 par l'invasion du Conseil régional de l'Ordre par 150 personnes (médecins, usagers, associations, militants syndicaux). Cette action avait pour but, d'une part, d'apporter un soutien à Didier Pourpardin, convoqué devant le Conseil régional de l'Ordre pour avoir pris la défense de sa cliente contre un expert du comité médical de la D.D.A.S. (1), et d'autre part pour protester contre le huis-clos qui est de mise pour toutes les affaires jugées par le Conseil de l'Ordre (2).

Ce système de huis-clos (3) est d'ailleurs tout à fait révélateur de la notion d'exclusivité dans lequel se situe l'esprit du Conseil de l'Ordre, à savoir que l'organisation de la profession médicale ne peut et ne doit concerner que les médecins.

(Encore peut-on s'interroger sur la réelle représentativité du corps médical, lorsqu'on sait que seuls 20% des médecins sont électeurs pour désigner le Conseil départemental, celui-ci élit ensuite le conseil régional !)

Une structure réactionnaire

Il n'en est pour preuve que cette phrase de Lortat-Jacob (président du Conseil national de l'Ordre en 1973), à la suite du manifeste de 343 femmes avortées ; phrase qui se passe de tout commentaire : « En observant la qualité nominale des 343 délinquantes, l'orthographe et la résonance de leurs noms patronymiques, je me suis rendu compte, à l'évidence qu'elles n'apparaissent pas très catholiques » (1) (4).

De fait, l'Ordre, après s'être prononcé contre la contraception et l'avortement, s'est également opposé à la convention avec la Sécurité sociale, à la médecine de groupe, à la pratique de nouvelles médecines (acupuncture, homéopathie, phytothérapie, etc.) et d'une manière générale à tout ce qui sort du cadre rigide de la médecine traditionnelle.

Il convient d'ajouter à cela, le nombre de procès intentés par le Conseil de l'Ordre, contre des médecins pour avoir refusé de payer leurs cotisations à l'Ordre (suivis parfois de sai-

sies), pour avoir apposé une plaque ne correspondant pas aux « normes », ou encore — comme c'est le cas dans l'affaire du docteur Poupardin —, pour avoir contesté une expertise effectuée par un expert... lui-même conseiller ordinal ! On aura d'ailleurs compris toutes les limites du système après les déclarations de médecins désignés pour une contre-expertise, qui ont avoué (hélas, ils ne l'ont jamais écrit) ne pas pouvoir désavouer un membre du Conseil de l'Ordre ! Le serpent d'Epidaure se mord parfois la queue...

Pour toutes ces raisons, et surtout parce que la déontologie, la relation médecin-malade, et la santé ne doivent pas être seulement l'affaire du corps médical (ou d'une partie de celui-ci), il appartient à tout le monde de faire en sorte que le Conseil de l'Ordre soit définitivement aboli pour être remplacé par une structure beaucoup plus large dans laquelle pourront s'exprimer les usagers, les organisations syndicales, les associations, etc.

Liliane

(1) En vertu de l'article 50 du code de déontologie médicale qui stipule qu'il est interdit de calomnier un confrère, de médire de lui ou de se faire l'écho de propos capables de lui nuire dans l'exercice de sa profession.

(2) Voir « Monde libertaire » n° 555 du 27 décembre 1984.

(3) Poussé à l'extrême puisque les témoins entrent et ressortent s'il est leur intervention terminée.

(4) Citation recueillie dans « I.R.L. » n° 54 de février 1984.

C.G.T. : P.C. ET P.S. SUR UN BATEAU

DERNIÈREMENT le secrétaire général de la C.G.T., Henri Krasucki, lançait tous azimuts une sorte d'appel à la grève générale. Même s'il y a beaucoup à dire sur le fond et sur la forme, on peut toujours taper sur le clou qu'on nous tend. Dans les cours de formation syndicale de la C.G.T., l'anarcho-syndicalisme est dénoncé comme une sorte de pratique « gesticulatoire » du début de ce siècle et en 1985, on reprend un de ses mots d'ordre, la grève générale, pour redorer le blason confédéral. Comprenez qui pourra les contradictions internes de la centrale de la porte de Montreuil...

L'unanimité est-elle à l'ordre du jour dans les sphères dirigeantes de la C.G.T. ? Non, et une fois de plus ce n'est pas dans la *Vie ouvrière* ou dans *Le Peuple* qu'on l'apprend, mais dans le quotidien parisien *Le Matin* dans une interview avec Gérard Gaumé, secrétaire confédéral.

Le fait que le sus-nommé soit aussi membre du comité directeur du P.S. éclaire singulièrement le débat confédéral. Comme il est écrit dans la présentation de l'interview du *Matin* : « Il ne conteste pas la nécessité d'une action syndicale vigoureuse, mais de là à envisager une grève générale... »

Il semblerait que s'amorce le même processus qu'il y a près de quatre ans sur le problème de la Pologne : Krasucki attaquant dans *l'Huma* le P.C., accusé de sédition dans la C.G.T. ! Malgré toutes leurs déclarations d'intention, tous ces messieurs ne considèrent pas le syndicalisme comme adulte. Pour eux, tout débat d'idées sur une stratégie syndicale passe par le « brain trust » d'un parti politique !

A quand, des tribunes libres sur la question de la grève générale dans la *Vie ouvrière* ? Ça nous changerait des déclarations d'hommes politiques qui, accessoirement, se disent syndicalistes. Il est permis de rêver, non ?

F. Bernard



ASSEZ D'AGRESSIONS FASCISTES !

Le samedi 12 janvier, lors de la fête organisée par le groupe Eugène-Varlin de la Fédération anarchiste, une quinzaine de nazillons, crânes rasés et drapeau tricolore, armés de bouteilles et de pavés, provoquèrent les gens devant l'entrée de la salle : insultes, propos racistes et antisémites, jets de bouteilles, etc.

Refusant la provocation, les participants de la fête se contentèrent de leur faire barrage. Furieux, les fafs lancèrent alors des pavés dans les vitres, bles-

sant deux camarades à la tête. La police est intervenue (tardivement) : interrogatoire, constat des faits et des dégâts. Nos compagnons ont été conduits à l'hôpital, mais heureusement rien de grave.

Après Chelles (voir M.L. n° 558) et notre fête dans le 15^e arrondissement, il est évident que les anarchistes deviennent une cible privilégiée des groupes fascistes. Face à cette situation, prenons des mesures appropriées !

Gr. Eugène-Varlin

19^e ARRONDISSEMENT RACISME ET RACKET AU QUOTIDIEN

Il y a environ un an, une manifestation de petits commerçants, de membres du Front national — avec la présence d'un député P.S. —, se déroula rue de Flandre contre les agressions et la montée de la toxicomanie dans le XIX^e arrondissement. Le bouc émissaire étant les squats de la rue de Flandre peuplés de Noirs. Quelques jours après, les C.R.S. intervenaient, puis les bulldozers. Dans la foulée, disparaurent les occupants rénovateurs qui avaient une démarche associative dans l'arrondissement.

En revanche d'autres squatters n'ont rien à craindre de la police. M. Harzoune, qui tient un café-restaurant au 101 rue de Crimée, subit des problèmes de voisinage depuis maintenant trois ans. En face de son café s'est installé un groupe de trente personnes squattant le 76 rue de l'Ourcq. M. Harzou-

ne a maille à partir avec ses voisins, des Hells Angels (1) : ils bousculent les clients, leur crachent dessus. Il y a six mois, ils ont essayé de racketter le cafetier après avoir tabassé plusieurs clients. Il y a quelque temps, les mêmes ont tiré des coups de feu et, récemment, après avoir écrit des injures racistes sur le rideau de fer du café, ils ont essayé de faire sauter l'établissement avec une bouteille de gaz. Les sympathies des Hells Angels pour le Front national sont notoires, ils ont apposé sur leur porte une affiche de cette organisation (« Deux millions de chômeurs... »). Quelques policiers entretiennent d'excellentes relations avec les Hells Angels, devant un verre, puis sortent du squat par une porte dérobée. La police garde un œil serein, elle enregistre les plaintes des travailleurs immigrés bastonnés par ces néo-nazis,

mais rien ne transpire du XIX^e.

Quant à la population française qui habite à côté, elle ne réagit pas par crainte. Voici plus d'un an, sur les marchés de l'arrondissement s'est installé le Front national, drapeau tricolore sur la table de vente. Le tout s'accompagnant de réflexions bien grasses sur les immigrés.

Aussi, M. Harzoune ayant décidé de porter plainte, le M.R.A.P. s'est constitué partie civile et a entrepris un certain nombre d'actions. Une conférence de presse a eu lieu pour sensibiliser l'opinion publique, ainsi qu'une réunion avec les associations du quartier. Affaire à suivre, donc !

Roland
Gr. Pierre-Besnard

(1) Les Hells Angels (Anges de l'enfer) sont un groupement néo-nazi, nostalgique des emblèmes hitlériens : croix gammées, croix de fer...

JUSTICE ET ARMÉE

Le 15 avril 1982, l'Assemblée nationale vote le projet de loi visant à supprimer les tribunaux permanents des Forces armées (T.P.F.A.), abolition qui, depuis longtemps, était un désir cher aux socialistes. Les démocrates peuvent alors pousser un soupir de soulagement, tel Jean Gatel (député socialiste, rapporteur du projet). « Par de trop nombreux traits, les juridictions militaires sont des juridictions répressives d'exception dont l'existence même ne peut plus être tolérée en temps de paix dans un Etat démocratique respectant les principes universels du droit des gens. » Un autre « démocrate », — qui souvient le fut fort peu —, G. Clémenceau, n'avait-il pas déclaré : « La justice militaire est à la justice ce que la musique militaire est à la musique. »

Cependant, la gestation de ce projet fut difficile : Hernu et la hiérarchie militaire ne se firent pas défaut, pendant ces onze mois, d'intervenir discrètement mais efficacement. Aussi, entre la bonne volonté du projet initial et le texte de loi définitif, bien des choses avaient évolué, les socialistes étant devenus « réalistes ». Sans compter l'abandon de la modification, un temps envisagée,

du code de justice militaire, les T.P.F.A. étaient remplacés non plus par les cours correctionnelles ordinaires, mais par des chambres « spécialisées ». Le détail est d'importance, même si l'on n'accorde que peu de confiance aux tribunaux civils.

Quelques événements judiciaires récents vont démontrer que les inculpés n'ont pas perdu au change, et même, que, quelques fois, les tribunaux civils savent se montrer plus acharnés que les autorités militaires.

Prenons le cas de Robert Loncar : voilà une personne, animée par de profondes convictions religieuses, qui se présente en décembre 1982 à la caserne de Monthéry. Ignorant le statut d'objecteur de conscience, il n'a pas effectué de demande. Cependant, plein de bonne volonté, cet « enfant de Marie », s'il ne veut pas porter les armes, accepte un service militaire désarmé. On ne saurait être plus conciliant ! Ce qui n'est pas le cas de l'autorité militaire : premier refus d'obéissance, en appel : 8 mois de prison dont 4 avec sursis, en juillet 1983. Une fois la peine accomplie, retour à la caserne ; incompréhension militaire, deuxième refus d'obéissance

(alors qu'il aurait été facile de lui proposer un poste administratif). Deuxième procès, nouvelle condamnation : 1 an ferme.

Le 14 avril 1984, Robert Loncar est libéré. Les autorités militaires classent enfin le dossier, obéissant en cela au décret L.51 de juillet 1983 prévoyant que tout appelé ayant subi 12 mois de détention pour insoumission ou refus d'obéissance n'est plus astreint à effectuer son service national.

Est-ce terminé pour lui ? Point du tout, la justice civile se montre plus intraitable que les militaires et constate que le deuxième procès annule le sursis obtenu au premier procès pour le même délit. Donc, Robert Loncar « doit » 4 mois ! Courtoine et Kafka ne sont pas morts. Finalement, la requête en non-révocation de sursis, présentée par son avocat, maître de Félice, sera acceptée et les choses en resteront là.

Tribunaux « civils »

Autre cas : deux appelés affectés à la caserne de la Pépinière récoltent 30 jours d'arrêt pour distribution de tracts « antimilitaristes ». Malgré l'article 8 d'un projet de loi du P.S. déposé le 10 février 1981 et précisant que : « Tout appelé effectuant son service national doit jouir de l'ensemble des droits du citoyen tels qu'ils sont garantis par la Constitution » ; l'avocat désigné par ces deux marins sanctionnés ne peut intervenir. En effet, certaines « robes » sont interdites de caserne, et l'armée reste un lieu de non-droit. Têtu, M^e Guy Paris, assigne en référé le commandant de la caserne, pour avoir empêché la libre communication avec ses clients.

Le tribunal civil de Paris doit trancher. Il l'a effectivement fait, en décidant que, le règlement de discipline générale aux armées ne prévoyant pas l'assistance d'un défenseur, les puni-

tions disciplinaires sont d'une « nature particulière qui, en l'état actuel de la législation, exclut les garanties judiciaires et juridictionnelles » (Libération du 16 janvier 1985). CQFD et rien de changé dans les casernes, en dépit des projets de loi et des vœux pieux.

Dernier cas, Patrick Aguiar, insoumis total au service national, dont l'avocat, maître de Félice, a déposé un jeu de conclusions dénonçant la confusion des deux inculpations. En effet, Aguiar ne peut être, logiquement, poursuivi, à la fois, en tant que civil (pour « insoumission ») et en tant que militaire (pour « refus d'obéissance »). Avant, avec les T.P.F.A., le jeu de conclusions aurait été repoussé immédiatement, en effet ces juges n'avaient pas à motiver leurs décisions. En revanche, les magistrats des « chambres spécialisées » doivent répondre par une argumentation juridique, d'où, leur gêne et la décision

de repousser celle-ci au 23 janvier. Nous pourrions alors juger de l'esprit d'indépendance de cette justice « civile ».

Quoi qu'il en soit, ces trois faits nous indiquent que, si les juges militaires ont disparu, la « justice militaire », elle, demeure bien vivante. Le décorum et le côté théâtral des T.P.F.A. (gardes en uniforme présentant les armes, guignol en rouge) ont cédé le pas à la « banalisation » des infractions militaires. La forme a changé, pas le fond. Un procureur de la République prononce un réquisitoire aussi patriotique qu'un commissaire du gouvernement et réclame, lui aussi, l'application de la loi, qui n'a pas été modifiée d'un pouce. Ce qui démontre bien, s'il fallait encore le prouver, que notre ennemi est avant tout l'Etat ; l'armée n'étant qu'un pilier de celui-ci.

Georges Host

LETTRE DE PATRICK AGUIAR

Aux compagnons du Monde libertaire et de Radio-Libertaire,

Je tiens par cette lettre à vous remercier pour votre solidarité, ainsi que les groupes de province de la Fédération anarchiste et les nombreux amis qui m'ont écrit pour me témoigner leur soutien.

Que dire d'autre, si ce n'est que notre lutte contre l'armée et toute forme de pouvoir doit continuer, que notre lutte pour mettre en place une société libertaire doit se poursuivre plus que jamais. Le vrai pacifiste est celui qui veut la suppression de toutes les armées et de toutes les armes ; et il est de la plus grande importance pour l'avenir du monde que ce pacifisme, cet antimilitarisme propre aux anarchistes, s'étende dans nos pays riches et bien armés, qui par leur puissance et leur soif de profits engendrent la misère humaine aux quatre coins du monde, en faisant peser sur la terre entière une menace de destruction totale ou partielle.

L'insoumission totale, c'est refuser l'inacceptable et ne pas céder à l'oppression. C'est en toute chose ne suivre que le chemin tracé par sa conscience et accorder sa vie avec ses idées. C'est l'expression de notre solidarité avec tous ceux, qui chaque jour, plus que nous encore, en prennent plein la gueule. L'insoumission totale, c'est vouloir vivre libre envers et contre tout.

A bientôt. Amitiés libertaires et insoumises.

Patrick Aguiar

PATRICK AGUIAR SOUTIEN MODE D'EMPLOI

• Ecrivez-lui. Absolument. Prenez cinq minutes, un petit bout de papier ou une carte postale, un stylo et écrivez-lui. Patrick est en prison et il faut qu'il sache que nous sommes nombreux à l'extérieur à penser à lui.

Patrick Aguiar, matricule 738 387, 3^e division
cellule 432, M.A. de Fresnes
1, avenue de la Division-Leclerc
94261 Fresnes cedex

• Le jour du procès, un dossier des soutiens sera remis au président du tribunal. Envoyez d'urgence aux éditions Avis de Recherche des messages de solidarité (individuels ou de groupe) afin que nous puissions les indexer à ce dossier. Editions Avis de Recherche : B.P. 53, 75861 Paris cedex 18.

PASSEPORT POUR LA DÉSINTÉGRATION OU POUR LE RENOUVEAU ?

POUR un grand nombre d'observateurs politiques, le déclin du P.C.F., qui se manifeste par l'érosion de son assise électorale, l'effritement de son influence au niveau syndical et une véritable hémorragie au niveau militant ; est un phénomène qui ne peut aller qu'en s'accroissant. Depuis dix ans, les faits confirment pleinement cette analyse. Chaque jour qui passe voit le P.C.F. s'enfoncer un peu plus dans la « crise ».

Aujourd'hui, alors que la direction du Parti communiste tente d'impulser un nouveau virage en direction de la solitude, du sectarisme et de l'ultra-gauchisme, certains vont même jusqu'à parler de suicide. Car c'est évident, en refusant l'union de la gauche, le P.C.F. va tout droit vers des désastres électoraux. De même, en resserrant les boulons du centralisme démocratique, il va faire fuir tous ceux qui demandaient plus de démocratie dans le fonctionnement du parti. Et pour corser le tout, en remettant au goût du jour le soutien inconditionnel aux pays de l'Est, il se coupe de tous ceux qui parmi les militants étaient encore dotés d'un peu d'esprit critique.

Dans ces conditions, qui sont celles de la marche au pas de course vers la désintégration, certains n'hésitent pas à parler d'une impuissance chromosomique du P.C.F. à redresser la barre et à renverser la vapeur. Comme les dinosaures de l'ère secondaire, le P.C.F. serait tout simplement incapable d'évoluer et de s'adapter. Il serait donc condamné à court ou moyen terme à rendre l'âme.

Mais, les choses sont-elles vraiment aussi simples ? L'analyse politique sur laquelle s'appuie le P.C.F. pour négocier son virage actuel et qui, tablant sur une durée très longue de la crise économique mondiale, prône une stratégie d'affrontements à tous les niveaux en expliquant que le capitalisme n'est plus en mesure de distribuer les miettes d'un gâteau qui va en se rétrécissant et qu'il est l'heure de lancer la bataille décisive, n'est-elle pas empreinte d'un certain flair politique ? Et dans cette hypothèse, la restructuration interne qu'orchestre actuellement la direction du P.C.F. n'est-elle pas le prélude à un renouveau du parti ? Bref, sous les pavés du déclin, historique, n'y a-t-il pas la plage d'une nouvelle jeunesse ?

Un déclin inéluctable

Depuis 15 ou 20 ans, c'est une évidence, le P.C.F. est sur la voie du déclin. Au niveau électoral, il est passé de presque 25% des voix à 11% aux dernières élections européennes. Au niveau militant, il subit également une véritable hémorragie puisque le million d'adhérents s'est lentement transformé en quelques centaines de mille. Et, au niveau syndical, c'est du pareil au même. La C.G.T., la courroie de transmission bien connue du P.C.F., voit le nom-

bre de ses militants et son influence fondre comme neige au soleil.

Les causes de ce phénomène d'érosion continue sont, on s'en doute, multiples. Les événements de Hongrie en 1956, de Tchécoslovaquie en 1968, de Pologne en 1981, l'invasion de l'Afghanistan, expliquent beaucoup les choses, dans la mesure où le P.C.F. n'a cessé de cautionner le socialisme des goulags, démontrant par là même son assujettissement à Moscou. Il faut se mettre à la place du militant ou de l'électeur moyen : la défense de l'indéfendable passe mal. Car, tout un chacun sait maintenant que le socialisme des pays de l'Est est tout le contraire d'un « modèle ».

De même, la politique en zig-zag que ne cesse de mener la direction du P.C.F., au rythme des virages de la politique extérieure de l'U.R.S.S., est très mal vécue par beaucoup. Cracher aujourd'hui sur les alliés d'hier, en sachant qu'ils seront les alliés de demain, et les ennemis d'après-demain, est dur à vivre et à supporter.

Quant au fonctionnement du parti, c'est du même tabac. De plus en plus nombreux sont les militants qui renâclent à subir le centralisme bureaucratique et qui demandent davantage de démocratie. On les comprend ! Etre considéré comme une masse de manœuvre que l'on fait marcher dans un sens ou dans l'autre, selon les circonstances, n'est guère agréable.

Bref, le P.C.F., au fur et à mesure que le temps passe, devient de plus en plus efflanqué et comme il semble incapable de remédier aux causes profondes de son déclin (dépendance par rapport à l'U.R.S.S., fonctionnement bureaucratique, etc.) par peur d'exposer, on voit mal comment les choses n'iraient pas en empirant. Et c'est exactement ce qui se passe.

Du déclin au suicide

Depuis quelques années, en effet, le déclin historique du P.C.F. s'est accéléré. Au niveau électoral, c'est carrément le désastre. Au niveau militant : idem ; et au niveau syndical, cela y ressemble fort.

Aussi, le virage que tente actuellement de prendre la direction du P.C.F. dans son projet de résolution pour le XXV^e congrès est-il vécu par beaucoup comme un véritable suicide. Car tout le monde sait bien que l'abandon de la stratégie de l'union de la gauche et les tirs d'artillerie lourde en direction du P.S., devenu l'ennemi public n° 1, vont conduire le P.C.F. à un effondrement électoral. De même, au niveau syndical, la stratégie de lutte tous azimuts à l'heure de la crise est analysée par beaucoup comme le début d'une marginalisation de la C.G.T. et de sa groupuscularisation. Et pour ce qui concerne la réaffirmation du soutien inconditionnel aux pays de l'Est et le refus d'évoluer vers un fonctionnement démocratique, en main-

tenant haut et ferme la bannière du centralisme bureaucratique, c'est du pareil au même. A l'heure où un fort courant rénovateur existe dans le parti, c'est vraiment se préparer à tailler encore un peu plus dans le vif et à éliminer encore des militants et des sympathisants.

Dans ces conditions, nombreux sont, aujourd'hui, ceux qui pensent que le P.C.F. va au suicide et qui ne comprennent pas le pourquoi d'une telle attitude. Car les pesanteurs sociologiques — l'assujettissement à Moscou, le pouvoir absolu exercé par la bureaucratie du parti grâce au centralisme démocratique... — expliquent beaucoup de choses, mais le suicide ?

Et si la direction du P.C.F. avait du flair ?

Pour ma part, je ne pense pas que la direction actuellement au pouvoir soit spécialement suicidaire. Le suicide, c'est bon pour les pauvres ou les intellos, et Marchais et consorts ne sont ni l'un ni l'autre. En fait, il semblerait que le choix de ce virage à 180° ait été mûrement réfléchi. Certes, dans un premier temps, le P.C.F. va voir des pans entiers de son influence et de ses effectifs s'effondrer. Mais cela va lui permettre de resserrer les boulons. Et, à terme, il espère pou-

voir se remplumer. Comment cela pourrait-il être possible ?

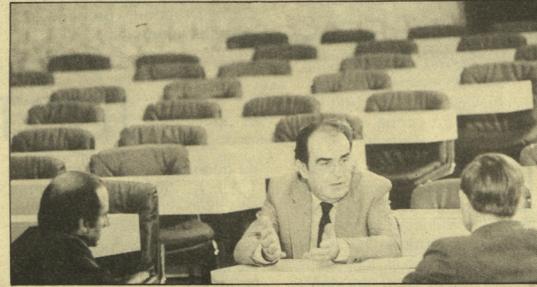
Pour la direction du P.C.F., la crise actuelle du capitalisme est une crise majeure. En conséquence, la lutte des classes va immanquablement se raviver jusqu'à se transformer en véritable guerre de classes. Aussi, s'engager d'ores et déjà dans une stratégie d'affrontement frontal revient à occuper aujourd'hui un espace qui sera demain fondamental. Ça tombe sous le sens. Tous ceux qui, dans cette hypothèse d'une crise majeure, continuent à négocier sur le terrain du réformisme et des luttes défensives seront balayés demain.

Comme on le voit, si l'analyse de la crise que fait la direction du P.C.F. est juste, et pour ma part je pense qu'elle l'est, le P.C.F. a encore de beaux jours devant lui. Certes, ça ris-

que d'être dur pendant un certain temps. Certes, ça ne changera rien au fait que, à long terme, le P.C.F. retrouvera de nouveau le chemin du déclin, car la dépendance par rapport à l'U.R.S.S. et un fonctionnement bureaucratique continueront de laminer les rangs de cette organisation. Mais, entre le temps du dégraissage (à court terme) et celui du déclin inéluctable (à long terme), le moyen terme va lui donner l'occasion de se refaire une santé. Sinistre !

Sinistre, oui, mais logique car au bout de compte, si le P.C.F. réussit effectivement à remonter un moment la pente cela signifiera tout simplement qu'il n'y a pas d'autre organisation politique que lui sur le terrain de la lutte de classes. Et là, ça nous concerne !

J.-M. Raynaud



Comment remplir les chaises vides ?

25^e CONGRÈS DU P.C.F. LE PROJET DE RÉOLUTION DU COMITÉ CENTRAL

DANS les congrès du Parti communiste, le projet de résolution de la direction occupe une place centrale. En général, le congrès s'y rallie... à l'unanimité. Ainsi, le projet de résolution pour le XXV^e congrès, adopté par le comité central du P.C.F. le mardi 30 octobre 1984 peut-il être considéré sans trop s'avancer comme le cœur et l'âme de la stratégie qui sera adoptée au XXV^e congrès. Centralisme bureaucratique oblige !

Ce projet de résolution du comité central s'articule autour de cinq points.

Le premier point précise que le déclin actuel du P.C.F. est dû à la « stratégie politique de l'accord au sommet entre socialistes et communistes sur un programme », une stratégie qui est vieille « d'un quart de siècle ». Cette stratégie, en effet, a été une erreur car la « crise du capitalisme » est entrée dans une phase aiguë caractérisée par la « décadence occidentale » et que, de ce fait, l'heure est à l'affrontement frontal entre la révolution et le vieux monde. Car, « le Parti socialiste a réorienté la politique gouvernementale dans le sens voulu par le capital. En conséquence, c'en est terminé de cette stratégie de l'union de la gauche.

Le deuxième point, dans cette optique, précise que l'« avancée vers le socialisme n'est pas un objectif éloigné, mais une nécessité immédiate », et une nécessité d'autant plus immédiate que le rapport de force au niveau international — la crise de l'Occident et l'éclatante bonne santé des pays de l'Est —, rend la nécessité « possible ».

Le troisième point, dialecticien en diable, précise quant à lui que, si c'est seulement maintenant que le P.C.F. découvre la voie à suivre, c'est parce qu'il a pris un retard historique dans les vingt-cinq dernières années ; mais que ce retard est moins une erreur ou une suite d'erreurs que la conséquence de la trahison socialiste.

Le quatrième point, logique, définit la nouvelle stratégie à suivre. Celle du « nouveau rassemblement populaire majoritaire », c'est-à-dire le P.C.F., est le maximum de mécontents possible. Ce rassemblement toutefois est censé naître de luttes multiformes sur des « objectifs anti-crise » et les luttes qu'il mènera excluent toute étape intermédiaire sur la route menant au communisme. Ah, mais !

Le cinquième point, cela va de soi, donne les grandes lignes du projet de société du P.C.F. — le socialisme —, et

l'accroche sans complexes à la locomotive des « résultats incontestables des pays de l'Est ». Amen !

Enfin, le sixième point, cela tombe sous le sens, fait l'apologie du fonctionnement actuel du parti basé sur le « centralisme démocratique » et propose de l'améliorer encore. Bonjour l'ambiance !

Comme on le voit, ce qui ressort de ce projet de résolution, c'est la rupture de l'union de la gauche, l'analyse de la crise actuelle du capitalisme comme étant une crise majeure, la nécessité d'attaquer le capitalisme frontalement, l'élaboration d'une tactique de rassemblement à la base des mécontents devant déboucher sur un choc frontal avec le capital, l'apologie des pays de l'Est et du centralisme bureaucratique. Terminé, dans le temps, les alliances, les luttes intermédiaires et autres pratiques réformistes ; l'heure est à l'affrontement majeur en rangs serrés.

De toute évidence, il s'agit là d'un virage à 180°. Un virage qui, si l'on estime que la crise actuelle du capitalisme est effectivement majeure, pourrait permettre au P.C.F., contrairement à ce que pensent beaucoup, de se refaire une santé... à moyen terme.

J.-M. R.

L'le m
lution so
té réelle
pour nou
nous ne
comme
gieuse q
depuis la

Démoc
munistes
idéologie
ment de
devant la
léninistes
logique



Egalité et

même q
réalise
serait l'
classes.
appellent
sier » o
de tous
une rais
c'est leu
le princip
lité polit
lifient-ils
chiste co
dant par
lisable.

Nous
tion ois
entendu
forme c
faitement
par en
Il ne s'a
prendre
qu'il y
vie com
la logiq
trons o
l'égalité
qu'un le
sion, u
de mult
d'exploit

L'éga
centre c
au plus
directem
cipent e
nus soi
société.
par les
culturell
à nos y
dre de
l'égalité
leurs plu

Ceci
à ceux
tradition
ser ici n

A PROPOS DE L'ÉGALITÉ

L'ANARCHISME est aujourd'hui le seul courant qui considère comme le but immédiat d'une révolution sociale l'instauration d'une égalité réelle dans la société. Cependant, si, pour nous, il n'y a d'égalité que réelle, nous ne considérons pas pour autant comme négligeable l'expansion prodigieuse qu'a connue le principe d'égalité depuis la Révolution française.

Quelle égalité ?

Démocrates sociaux, libéraux et communistes totalitaires, toutes ces familles idéologiques admettent comme fondement de leur système l'égalité théorique devant la loi. Les communistes marxistes-léninistes, dépassant par une fiction idéologique cette égalité civile, soutiennent

théoriciens qui, peut-être à cause de la faiblesse des idées émises par leurs propres penseurs, n'hésitent pas parfois à invoquer certains des nôtres, comme Proudhon ou Stirner. Il existe en effet une extrême droite qui est toujours restée irréductiblement hostile au principe d'égalité que la Révolution française a su faire triompher. Autrement dit, elle le combat dans toutes ses applications, y compris la plus modérée, l'égalité devant la loi, l'égalité civile. Ses idéologies sont diverses, mais elles se ressemblent sur un point. Elles découlent toutes de cette idée que les hommes ne sont pas égaux, parce qu'ils sont différents.

Que les hommes soient tous différents, en particulier par leurs goûts et leurs aptitudes, par leurs besoins et leur force créatrice, c'est une évidence que personne ne songe à nier ; et nous au-

aux moyens d'institutionnaliser l'inégalité, un large éventail de propositions allant d'un élitisme intransigent susceptible d'être mis en œuvre dans le cadre des institutions existantes à la conception extrémiste d'une politique phylogénétique d'Etat visant à créer une espèce de « surhommes » destinée à supplanter la nôtre, en passant par les diverses formules d'un Etat élitiste, notamment celles qui privilégient les caractères nationaux et celles qui prétendent faire appel à des critères raciaux.

Une « théorie » de l'inégalité

La danger que représentent ces doctrines ne réside pas dans leur valeur scientifique, nulle à nos yeux, mais résulte de deux catégories de faits : d'une part, leur propagation dans le sein d'une société où subsistent des expressions multiples de l'inégalité ; d'autre part, leur appel constant à tous les instincts humains les plus bas.

De même, en effet, que le racisme généralisé et quotidien est le terreau d'où peut surgir à tout moment, pourvu que les circonstances s'y prêtent, un nouveau « racialisme » de masse qui serait, sous une forme entièrement nouvelle, l'héritier et le successeur historique du national-socialisme ; de même la survivance, même dans la société démocratique, de l'esprit hiérarchique et des comportements inégalitaires rend possible l'expansion soudaine et le triomphe politique des théories favorables à l'édification rationnelle d'un ordre ouvertement et totalement autoritaire et hiérarchique.

Par ailleurs, on ne sait que trop combien est fragile l'édifice de civilisation que l'homme a laborieusement et patiemment construit tout au long des millénaires sur le terrain de son animalité naturelle. On sait comme il est facile aux comportements les plus primitifs de réapparaître dès que l'occasion se présente. C'est pourquoi ceux qui préconisent la libération des tendances agressives ont toujours plus de chance d'être écoutés et suivis que ceux qui proposent que le sentiment de la solidarité humaine règle le comportement des individus et des peuples. C'est pourquoi ceux qui magnifient la volonté de puissance et en demandent le libre exercice l'emportent souvent sur ceux qui invoquent la fécondité du principe de mutualité et du droit de tout peuple à disposer de lui-même.

C'est pourquoi ceux qui prétendent que les plus forts par quelque côté ont le droit, pour cela simplement qu'ils sont les plus forts, d'imposer aux plus faibles sous le même rapport leur volonté sont entendus plus volontiers que ceux qui affirment que les premiers doivent, pour le bien commun, faire profiter les seconds de leur avantage particulier sans chercher à obtenir en échange leur soumission. C'est pourquoi ceux qui légitiment l'hostilité à l'égard de celui qui vient d'ailleurs obtiennent plus aisément satisfac-

tion que ceux qui soutiennent que sa présence enrichit le groupe en lui apportant ce qu'il n'avait pas. C'est pourquoi ceux qui dénoncent un ennemi produisent plus facilement un écho que ceux qui demandent qu'on fasse des concessions pour qu'on puisse réaliser une union avec d'autres.

En un mot, les théories relatives à l'instauration d'un ordre hiérarchique incitent les hommes à s'abandonner à la facilité, alors que l'égalitarisme les contraint à faire sans cesse un effort intellectuel et moral.

En conclusion

A première vue, la partie n'est donc pas égale entre eux et nous, car l'effort est pénible et nul aime souffrir, à moins d'être sûr qu'il va en résulter rapidement d'heureuses conséquences. Mais le combat pour l'instauration de l'égalité réelle dans la société n'est pas de ceux qui autorisent une telle certitude. La difficulté est multipliée à l'infini par l'immense obstacle que constituent les innombrables individus qui ne croient pas encore à la possibilité d'instaurer une telle forme de société et qui persistent mécaniquement dans leur comportement de soumission à l'égard de ceux qu'ils considèrent comme « forts » et de domination vis-à-vis de ceux qu'ils tiennent pour « faibles ».

Néanmoins, si l'on prend soin de situer le combat pour l'égalité réelle dans la perspective de l'histoire, on se découvre de bonnes raisons d'être optimiste. En effet, la marche des hommes vers l'égalité totale ne vient que de commencer. Deux grandes étapes ont déjà été franchies : d'abord celle du christianisme et de l'islam qui, dans un monde fondé sur l'institution de l'esclavage, où la catégorie des hommes libres était organisée partout selon le principe hiérarchique où chaque peuple avait ses propres divinités, proclamèrent soudain l'égalité devant Dieu de tous les individus, indépendamment de leur condition juridique et sociale ; ensuite celle de la Révolution française qui, dans un monde où les nations étaient organisées partout d'une manière inégalitaire, décréta l'égalité civile et politique de tous les individus majeurs de sexe masculin. Le christianisme et l'islam, au temps où ils exprimaient tous deux une foi vivante et conquérante, contribuèrent largement à l'abolition de l'antique esclavage, à tout le moins parmi leurs adeptes.

La Révolution française fit accéder les hommes des « classes mécaniques », comme les appelaient avec mépris les écrivains politiques de l'Ancien Régime, au rang de membres du souverain. Il ne reste plus qu'une étape à franchir pour achever la réalisation de l'égalité totale. Ce sera la révolution libertaire...

Jean Fonta



Egalité et différence.

même que leur système est le seul qui réalise pleinement l'égalité parce qu'il serait l'organisation d'une société sans classes. Aussi, vilipendent-ils ce qu'ils appellent avec mépris l'« égalitarisme grossier » ou « vulgaire ». Les démocrates de tous les courants paraissent avoir une raison plus sérieuse de soutenir que c'est leur système qui réalise le mieux le principe d'égalité, puisqu'il ajoute l'égalité politique à l'égalité civile. Aussi qualifient-ils d'« utopie » notre projet anarchiste communiste d'égalité réelle, entendant par-là qu'ils le tiennent pour irréalisable.

Nous ne discuterons pas cette question oiseuse. Pour nous, la cause est entendue. L'égalité réelle, comme toute forme d'organisation humaine, est parfaitement réalisable et nous finirons bien par en convaincre l'immense majorité. Il ne s'agit, d'ailleurs, que de faire comprendre à nos contemporains l'intérêt qu'il y aurait, pour la qualité de notre vie commune, à aller jusqu'au bout de la logique égalitaire. Nous nous contenterons donc de rappeler aux tenants de l'égalité démocratique que celle-ci n'est qu'un leurre, une apparence, une illusion, un mensonge puisqu'elle couvre de multiples formes de domination et d'exploitation de l'homme par l'homme.

L'égalité réelle exige à la fois que tout centre de vie collective, du plus infime au plus vaste, soit administré ou géré directement par tous ceux qui y participent et qu'une stricte égalité des revenus soit assurée dans l'ensemble de la société. Bien entendu, les efforts faits par les démocrates pour réaliser l'égalité culturelle doivent être poursuivis, mais à nos yeux c'est seulement dans le cadre de l'autogestion généralisée et de l'égalité économique qu'ils porteront leurs plus beaux fruits.

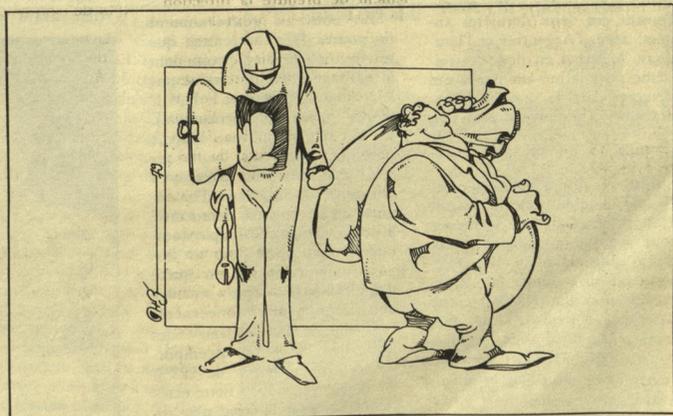
Egalité et différence

Ceci posé, c'est tout particulièrement à ceux qui constituent l'extrême droite traditionnelle que nous voulons opposer ici nos convictions égalitaristes, à ces

tres, anarchistes, moins que quiconque, nous qui soutenons que chaque individu est unique. Mais qu'est-ce que cela prouve, sinon que l'humanité en général, et chaque société en particulier, montre une grande diversité dans sa composition ? S'il en était autrement, si tous les êtres humains étaient exactement semblables en tous points, on constaterait en revanche l'uniformité de la société. Mais quand on a établi cela, on n'a rien dit, ni pour ni contre l'égalité.

En vérité, les théoriciens de l'ordre hiérarchique bâtissent tous leurs édifices idéologiques sur le sable d'un jeu de mots. Ce vocable, l'« égalité », en effet, a deux acceptations distinctes. D'une part, il désigne un rapport mesurable, d'autre part une conception de l'organisation sociale. Dans le premier cas, il est synonyme d'identité et signifie donc similitude parfaite. Il veut dire que les termes du rapport présentent des traits communs en tout, qu'ils sont exactement pareils, quelle que soit la manière dont on les considère. Dans le second cas, il limite strictement l'identité à la notion purement subjective de valeur. Il signifie alors que tous les membres du corps social se reconnaissent mutuellement les mêmes droits et les mêmes devoirs.

On nous rétorque que l'identité de valeur de tous les hommes n'est qu'un axiome. C'en est un, en effet. Mais sa négation en est un, aussi. Mais la justification d'un ordre hiérarchique par des raisons à prétention scientifique, notamment par des applications mécaniques, et partant artificielles, des thèses de Darwin à l'histoire et à la vie sociale des hommes, est potentiellement autrement plus nocive. Dans la mesure, en effet, où cette catégorie de partisans avoués de l'inégalité puise ses arguments dans les résultats des recherches les plus récentes en biologie et dans les sciences humaines, elle évite le risque d'être dépassée par l'évolution des connaissances et de la société. Ce type de justifications est le trait commun de doctrines concurrentes et rivales qui présentent, quant



Inégalité économique.

GRÈVE DES MINEURS BRITANNIQUES : 45^e SEMAINE

SOLIDARITÉ INDISPENSABLE

La lutte suit son bonhomme de chemin, sans grand écho, mis à part celui des communiqués du N.C.B. annonçant quotidiennement les chiffres des grévistes reprenant le travail. Tout est commentaires, suppositions, sur une guerre de tranchée qui dure maintenant depuis plus de dix mois. La scission certaine de la région du Nottinghamshire va-t-elle faire bouler de neige ? Le poids des non-grévistes va-t-il faire pencher la balance de façon sensible, effritant par là même les fondations sur lesquelles Scargill, Heathfield et consorts tiennent tête à Ian Mac Gregor ? Ce sont les principales interrogations. Qui ne sont pas celles — quelle misère ! — de la presse française ; situation qui nous obligera à considérer qu'elle a reçu de manière informelle des instructions « Nuit et brouillard » sur la couverture de la grève.

Le 11 janvier, le comité exécutif du Nottinghamshire, par 13 voix pour, 1 contre, a consacré la rupture avec le syndicat national en refusant de revenir sur la modification des statuts. Première conséquence, le retrait des mandats de Henry Richardson, secrétaire général. En effet, Richardson se désolidarise de cette scission.

Il appartient à l'aile gauche du N.U.M., à 10 mois de grève dans les pattes, et obligatoirement suit la ligne fédérale du N.U.M. Tout comme Ray Chadburn, président du Notts-N.U.M., qui va être forcé de faire ses valises, s'étant opposé à la remise en cause par les rebelles des règles locales et de l'autorité du syndicat national. Le Nottinghamshire Area n'est pas et n'a pas été partie prenante dans la lutte. La grande majorité des mineurs a travaillé le long de ces 10 mois.

Quelque 1 500 grévistes doivent faire face à 28 500 jaunes. Une base non gréviste, modérée dans ses options, qui a réussi à reprendre en main ses structures. Il sera nécessaire de revenir, par une analyse plus fouillée, sur les raisons — historiques comme sociologiques — qui amènent cette scission ; mais le simple fait que le N.C.B. reconnaisse les futurs dissidents comme interlocuteurs officiels dans les négociations en dit long sur les désastres à venir. Le Notts-N.U.M. est prêt à négocier sur les salaires avec le « Board », par dessus la tête de la direction fédérale sur la base des 5,2% d'augmentation avancée par les charbonnages.

Le 30 janvier, une assemblée extraordinaire se tiendra à Londres qui décidera, à la lumière des faits, de la suspension, puis de l'exclusion du syndicat régional du N.U.M.

Le jaune, couleur du mépris

Pendant ce temps, les reprises du travail vont bon train, dit le N.C.B. Les derniers chiffres font état de 2 587 retours pour cette semaine, à com-



A la santé des mineurs britanniques.

rer au 2 365 précédents. Gonflant les effectifs des mineurs au boulot à 74 500, au 20 janvier. Cette moyenne permet au Board de répéter à qui veut l'entendre que ses espérances ont été dépassées. Mais, il y a un « mais », les statistiques fournies par le N.U.M. indiquent toujours que 140 000 mineurs sont en grève. Depuis l'arrêt des négociations fin octobre, quelque 21 000 mineurs, dit le porte-parole du N.C.B., sont retournés dans les mines.

Les négociations sont victimes de l'attentisme des deux parties. Le N.U.M., suite à son offre d'élargir aux 24 membres du comité exécutif la table de négociation, attend que le « Coal Board » fasse le premier pas. Avec la conscience clairement exprimée que les discussions porteront sur l'avenir de l'industrie minière — impliquant les restructurations à grande échelle. Les positions de principe s'opposent bien évidemment et la possibilité que le T.U.C. (Trade Union Congress) puisse assumer le rôle

de médiateur dans ce conflit s'impose de plus en plus. Défiance !

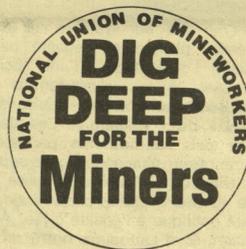
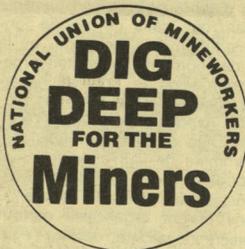
Il suffit de se reporter dans le passé et de prendre exemple sur deux luttes caractéristiques pour faire ressortir des conclusions que beaucoup ont tendance à gommer. La grève des fonctionnaires en Belgique, déclenchée le 15 septembre 1983, par les cheminots de Charleroi... Etendue à 900 000 fonctionnaires, cette grève des services publics n'a dû qu'à la combinaison des négociations, la division entre Flamands et Wallons, le refus des confédérations syndicales à appeler à une grève générale, de finir dans l'amertume de la défaite. Le plan d'économie budgétaire du gouvernement Martens concernait également des secteurs industriels comme la métallurgie et la sidérurgie !

La grève des métallos allemands (Nord Wurtemberg, Pays de Bade, Hesse), dont le *Monde libertaire* s'est fait l'écho en son temps, pour la réduction du temps de travail

à 35 heures, s'est également terminée par un compromis qui, de toute évidence, n'est pas une victoire pour les travailleurs. Dans l'un comme dans l'autre cas, l'I.G.-Metall et la F.G.T.B. ont mené des négociations justifiées seulement par la peur qu'elles éprouvaient à voir les rouages du système dont elles profitent ne plus fonctionner. « Il y a des grèves qu'il faut savoir terminer ! » (Thorez, secrétaire du P.C.F. en 1947). Le conflit des métallos allemands fut l'un des plus longs, des plus coûteux de l'histoire des luttes sociales allemandes et partage ces mêmes caractéristiques avec la grève des mineurs britanniques.

La casse généralisée des secteurs jugés non productifs est subie de différentes manières. Les sidérurgistes lorrains, exception faite d'actions ponctuelles, n'ont su se défaire des récupérations des organisations syndicales (C.G.T. en tête). Les mineurs britanniques ont évité l'anesthésie. Qu'ils prennent garde aux interlocuteurs professionnels du T.U.C. qui n'ont d'autre leitmotiv que « la modernisation de l'appareil productif » sur le dos des travailleurs.

Hervé



BRESIL : QUEL CHANGEMENT ?

Le 15 janvier 1985 est une date historique pour les Brésiliens qui voient la fin de 21 ans de règne militaire. Ce n'est pas la population brésilienne, mais un collège restreint de 686 grands électeurs qui s'est déplacé pour voter ce jour. La majorité de ceux-ci, favorable jusqu'ici aux militaires, s'est donc prononcée cette fois pour un civil de l'opposition, M. Tancredo Neves. Durant ces deux dernières années, après l'Argentine et l'Uruguay, le Brésil est donc le troisième pays latino-américain qui s'engage sur la « voie démocratique », le nouveau président étant censé rétablir le suffrage universel.

Pourtant, il y a quelques mois, l'autre candidat, Paulo Maluf, était présenté comme le successeur logique à l'ancien président. Mais ses magouilles électorales trop voyantes ont dépeuplé et son impopularité était notoire. Tancredo Neves a su, lui, être beaucoup plus habile. Le leader du P.M.D.B. (Parti du mouvement démocratique brésilien) a su d'abord acquérir une formidable popularité, puisque, au mois

de septembre dernier, plus de 400 000 personnes, projetant leurs aspirations de changement sur ce candidat, sont descendues dans la rue ; les « Tancredo ja » remplaçant les « Collor ja » des grandes manifestations passées. Il ne lui restait plus qu'à rassurer les militaires, en leur promettant de ne pas s'engager dans la « chasse aux képis », pour remporter tous les atouts.

Le nouveau gouvernement ne pourra faire autrement que suivre une voie bien étroite dont le balisage a été déterminé par le régime précédent et le F.M.I. (Fonds monétaire international). Le fait que le nouveau système politique prévu soit copié sur celui des Etats-Unis n'étonnera personne : la mutation d'un régime autoritaire en démocratie libérale n'est qu'une simple question d'opportunité pour un impérialisme américain en quête d'une exploitation plus « sereine » des populations concernées.

D'ailleurs, le « cadeau » des militaires est plus qu'empoisonné. Une inflation de 222% en 1984, la première dette extérieure du monde avec plus de 100 milliards de dollars — sou-

vent pour des projets délirants —, 10 millions de chômeurs au début de 1984 (soit 22% de la population active), le bilan est quelque peu impressionnant. Dans ce pays, le « boom économique » semble avoir été très peu compatible avec la satisfaction des besoins essentiels. Ainsi, avec un rythme annuel de croissance démographique de 2,4% et une production vivrière ayant diminué de 20%



Tancredo Neves.

depuis 1977, le Brésil compte deux tiers d'individus sous-alimentés.

En dehors du problème de la faim et du chômage, le nouveau gouvernement est censé s'attaquer à cet Arlésienne que constitue la réforme agraire, surtout dans le pays du vol organisé des terres. Les « posseiros », occupants légitimes, mais sans titres légaux, sont expulsés en masse par les « latifundaires » (entreprises brésiliennes, banques, trans-nationales, organismes officiels), avec la complicité de l'Etat, c'est-à-dire de sa justice et de sa police, à laquelle s'ajoutent les bons services des tueurs à gages. De 1979 à 1982, on a relevé 320 000 familles de petits paysans perdant ainsi plus de 4,5 millions d'hectares. Quant aux 200 000 Indiens, leurs droits sont pratiquement inexistantes face à l'agro-business : après en avoir liquidé une grande partie on les parque dans des territoires qui ne cessent de s'amenuiser. Les paysans déposés de leurs terres viennent gonfler les « favelas » de villes démesurées où ils tentent de survivre. Là, la spéculation foncière bat son plein et on esti-

me par ailleurs à 6 millions les logements manquants.

Ce triste tableau brossé, la question est de savoir quels changements attendre de la nouvelle équipe en place. Une des seules améliorations tangibles sera, peut-on penser, le droit de grève. Les Brésiliens devront se saisir de cette nouvelle arme pour conquérir des droits qu'un gouvernement emporté dans ses contradictions ne lui accordera que s'ils savent créer un rapport de forces réel face à l'Etat et aux patrons.

En tout cas, le refus du leader syndicaliste Lula — appelé par certains le Lech Walesa du Brésil — est de bon augure. Après l'enthousiasme de ces élections, souhaitons que les organisations syndicales et les communautés de base, assez actives dans certaines régions du Brésil, sauront jouer le rôle qui leur incombe dans la lutte des Brésiliens pour une vie décente. Le seul espoir réside, non pas dans ce changement d'acteurs politiques, mais dans ces amorces de contre-société.

Pierre-Yves
Gr. Pierre-Besnard

ITALIE : 15 ANS APRÈS

DEPUIS le début de l'année 1969, l'Italie est secouée par une vague d'attentats qui aboutissent le 12 décembre 1969 à l'explosion de cinq bombes à Rome et à Milan : l'une d'entre elles fit 16 morts. Immédiatement, la police recherche les coupables parmi le milieu anarchiste. Avec ces attentats, s'ouvre l'ère d'une véritable « chasse aux anarchistes » et s'engage un processus de criminalisation du mouvement anarchiste. Plusieurs militants seront arrêtés, parmi lesquels : Pinelli et Valpreda.

Dans la nuit du 15 au 16 décembre 1969, Giuseppe Pinelli sera « suicidé » dans les locaux de la police, à Milan ; Valpreda, quant à lui, croupit encore à l'heure actuelle dans les geôles de l'Etat italien. Pour davantage d'informations, on peut lire *L'Etat massacre* (1).

L'ENIEME procès contre l'anarchiste Pietro Valpreda, accusé d'être l'auteur de la tragédie de la place Fontana, s'est ouvert à Bari, le 13 décembre, exactement 15 ans et un jour après son déroulement. Plusieurs procès se sont déjà succédés dans différents tribunaux (Rome, Milan, Catanzaro et maintenant Bari). Des sentences contradictoires ont été prononcées à ces occasions. Aujourd'hui, les personnes présentes à la barre sont les suivantes, outre l'anarchiste Valpreda : les fascistes Mario Merlino, Franco Freda et Giovanni Ventura ; ainsi que, pour des questions secondaires, trois hommes des services secrets : Gaetano Tanzilli, Gianadello Maletti et Antonio La Bruna.

Quinze ans se sont déjà écoulés depuis cette tragédie ; la

quelle s'est soldée par une « chasse à l'anarchiste », par l'arrestation de Valpreda et par



Valpreda

l'assassinat de Pinelli. Quinze ans depuis notre 1^{ère} conférence de presse au Cercle Pontedella-Ghisolfa de Milan, au cours de laquelle nous avons crié à l'opinion publique que Valpreda était innocent, que Pinelli avait été assassiné, et que cette tragédie était imputable à l'Etat, à ses services secrets et aux fascistes.

Des « délires », c'est par ce terme que la presse et les médias qualifiaient nos déclarations. Et pourtant, ce sont ces « délires » qui, peu à peu, firent leur chemin, entonnés depuis par un nombre croissant de personnes ; jusqu'à devenir un hurlement général. Ces vérités furent scandées d'abord par les anarchistes, les « subversifs », les révolutionnaires, mais aussi par les démocrates, les progressistes et le public dans son ensemble. Même la presse, tel le *Corriere della Sera*, se joignit à ce cri, à partir de 1972, en favorisant et saluant comme une victoire la libération possible de notre compagnon.

Il était inévitable que le caractère subversif, anticonstitutionnel de notre première mobilisation contre la campagne anti-anarchiste s'amoindrisse, au fur et à mesure, qu'allait en s'élargissant le front de ceux (forces politiques, syndi-

cats, associations diverses, individus, etc.) qui s'engageaient dans la lutte pour le triomphe de la vérité.

Avec le renforcement de ce « front de la vérité » et les radicalisations conséquentes de la conscience populaire sur l'innocence de Valpreda, commentèrent et se développèrent les manœuvres politiques et les spéculations du pouvoir sur l'affaire de la place de Fontana.

Les mensonges du gouvernement, mais aussi la vérité sur cette affaire, mise à jour par les partis d'opposition parlementaire, étaient désormais l'objet de discussions à très haut niveau. Cette affaire était désormais tombée dans les mains des partis politiques. Dans ce contexte, nous avons continué à suivre avec le maximum d'attention le procès et les multiples mésaventures politico-judiciaires.

Malgré la présence constante de l'anarchiste Valpreda sur le banc des accusés, ce procès nous apparaissait irréel et hallucinant, relevant tour à tour de la farce et de la tragédie. Le 13 décembre dernier, dans la salle-bunker construite pour l'occasion, tout recommençait. D'après certains bruits qui couraient dans les couloirs du tribunal, ce procès, bien

qu'entamé, serait à nouveau repoussé de quelques mois. La raison motivant cet énième renvoi serait, qu'à Catanzaro, devait avoir lieu une nouvelle instruction concernant cette même tragédie de la place Fontana : celle-ci se baserait sur les révélations de quelques repentis du terrorisme néo-fasciste. Toujours dans le cadre de cette instruction calabraise, un nouveau mandat d'arrêt a été récemment émis contre le néo-fasciste Massimiliano Facchin.

En résumé, si ces bruits se révèlent exacts, une pièce réchauffée devrait se dérouler à Bari. La trame en est, une fois de plus, manifeste. Au-delà des chicanes et des prétextes juridiques, le pouvoir continue son « jeu de renvois ». Plus on s'éloigne du moment où s'est déroulée cette tragédie (le 13 décembre 1969) marquée la 16^{ème} année, plus il devient aisé de manipuler les faits, de gommer les preuves et les indices, et plus les souvenirs des témoins s'estompent ; mais le plus alarmant réside dans le fait que l'intérêt diminue dans l'opinion publique.

D'après « Rivista A. »

(1) « L'Etat massacre », éd. Champs libre, en vente à la librairie du Monde libertaire, 25 F.

REBONDISSEMENT
DANS L'AFFAIRE DE LA SCALA

EN janvier 1978, alors que la C.N.T.-A.I.T. était en pleine résurgence et connaissait un développement spectaculaire, ce que l'on a appelé l'affaire « Scala » va mettre temporairement un frein à son ascension, menaçant le pouvoir en place.

Au cours d'une des manifestations, organisée à Barcelone par la C.N.T.-A.I.T., des cocktails molotov sont lancés de ses rangs et provoquent l'incendie du théâtre de la Scala (bilan : 4 morts).

JESUS FORTES GIL arrive aujourd'hui à la fin d'une longue attente qui curieusement n'est qu'un commencement. La situation revenant à son point de départ. Mais qui est Fortes ?

Fortes était, avant l'affaire « Scala », un travailleur affilié au syndicat de Rudi (Barcelone). Le 15 janvier 1978, date de l'incendie de la salle des fêtes Scala (fait toujours non éclairci malgré le temps écoulé), il est soupçonné par la police d'en être l'un des responsables.

Fortes et deux autres compagnons, face à la répression policière qui s'engage, décident alors de partir loin. Pour lui, comme pour tout le monde, tout est clair dès le début ; il s'agit de trouver des boucs émissaires ; la finalité n'étant autre que d'inculper la C.N.T.-A.I.T. pour en finir avec elle en tant qu'organisation ouvrière, qui à ce moment là menait une campagne intensive contre le pacte de Moncloa (accords entre le gouvernement, les patrons et les partis politiques) et bénéficiait d'une grande audience.

Le premier procès a lieu en décembre 1980. Malgré les protestations internationales, la réserve de la « classe politique oppositionnelle » à l'U.C.D. (Union du centre démocratique), l'action tenace de la C.N.T.-A.I.T. qui fut présente dans les rues de Barcelone pendant cette mascarade, le jugement aboutit à la condamnation des soi-disant coupables, mais sans pour autant éclaircir les faits. Ce procès a permis cependant de constater dans quelle obscurité étaient plongés les services de renseignements. Pendant que ce procès se déroulait, Gambin, le procureur à la solde de la police, se promenait librement dans la région de Murcia. L'instigateur principal de l'affaire de la Scala, protégé par ceux qu'il servait, était soit-disant « introuvable » pour ceux dont la seule mission était de traquer dans la boue l'organisation confédérale, alors que la C.N.T.-A.I.T. menait une campagne intensive pour dénoncer publiquement l'endroit où il se trouvait. Le comité régional, à l'époque, déclarait : « La sentence

confirme ce que pense la C.N.T. ; la justice bourgeoise n'est qu'un instrument du capital et du pouvoir. Ce tribunal, condamnant des innocents, continue à couvrir les véritables coupables de l'affaire de la Scala. (...) De plus, l'attitude scandaleuse de la police, incapable d'arrêter Gambin, alors que la C.N.T.-A.I.T. n'a cessé de crier haut et fort où il se trouvait, confirme ainsi qu'il était dirigé par les instances supérieures de la sécurité de l'Etat. »

Le deuxième procès a lieu en décembre 1983 avec, cette fois, la présence de Gambin (finalement arrêté, après plusieurs tentatives vouées à l'échec par la police, ce qui démontrent une fois de plus de quoi est capable l'administration de l'Etat lorsqu'il s'agit d'éclaircir ce qui peut lui porter atteinte). Gambin a parlé, pour se couvrir, rejetant la responsabilité sur les compagnons ; à aucun moment, il n'a évoqué le rôle joué par les services de sécurité de l'Etat. Ce procès, qui a fait scandale, s'est terminé par une peine très légère, et n'a porté en aucune façon atteinte à la responsabilité de la police dans cette affaire.

Pendant ce temps, le compagnon Fortes Gil a été arrêté dans la ville italienne de Monterotondo, le 12 janvier 1982, à la suite d'un contrôle policier de routine, bien que sa responsabilité dans les faits soit, à l'évidence, nulle.

Fortes a passé plus de deux ans dans la prison de Rebibbia (Rome, Italie), dans la section des détenus politiques où il ne pouvait recevoir que les visites de sa famille et de son avocat. La C.N.T.-A.I.T. a eu pendant cette période beaucoup de difficultés pour maintenir des relations constantes avec lui, du fait que celles-ci s'effectuaient par l'intermédiaire de l'U.S.I. (Union syndicale italienne, organisation similaire à la C.N.T.), adhérente également à l'Association internationale des travailleurs. Malgré les requêtes de nombreuses personnalités des milieux artistique, littéraire, politique, etc., appuyées par la pression du mouvement syndical et libertaire italien, ainsi que par des comités et syndicats de la C.N.T. pour obtenir sa libération, elles sont demeurées infructueuses. Néanmoins, ces interventions ont permis d'empêcher à plusieurs reprises son extradition, demandée par l'Espagne.

Fortes a vécu une situation très difficile. Au mois de juin 1982, la magistrature italienne accepte son extradition ; la cour suprême de cassation fixe la date de l'audience de recours en novembre 1983, puis l'ajourne à mars 1983, date à laquelle elle se prononce finalement pour l'extradition.

A partir de ce moment, Fortes n'ayant plus aucun recours possible, reste à la merci du ministère de la justice italienne, décidée à le maintenir en prison. Fortes devient ainsi un monnaie d'échange entre les gouvernements espagnol et italien. Finalement, alors qu'une campagne intensive du mouvement libertaire est menée, au mois de novembre dernier, Sandro Pertini (président de la République italienne) donne le feu vert pour son extradition.

Que va devenir le compagnon Fortes Gil ? La situation qui l'attend est indissociablement liée à l'affaire de la Scala, dans laquelle l'innocence de la C.N.T.-A.I.T. et des inculpés est manifeste. Est-il possible qu'après sept années écoulées, après tous les rebondissements de cette affaire, on recommence tout, en condamnant Fortes, un innocent, alors que les compagnons toujours détenus espèrent sortir avant la fin de l'année ?

Espérons que non ! Espérons que le bon sens et, si désir de justice, de vraie justice, il y a, pour éclaircir l'affaire de la Scala ; on ne pousse pas l'ignominie jusqu'à une nouvelle condamnation. En tout cas, le verdict du peuple, c'est la libération. La C.N.T. a lutté et continuera de lutter pour que ce verdict soit appliqué.

Traduit de « Solidaridad Obrera »



« Les coupables sont toujours en liberté. »

SUR GASTON LEVAL

Je me trouve dans une situation extrêmement délicate pour parler de Gaston Leval. En effet, je lui dois une bonne partie de ma formation théorique. Les brèves années que j'ai passées au Centre de sociologie libertaire qu'il avait fondé ont été extrêmement importantes pour moi, et je m'en souviendrai toujours comme d'une période exaltante où je découvrais tout. Ses livres sur l'Espagne libertaire, sur Bakounine, sur l'Etat, n'étaient pas encore publiés et nous en avons pris connaissance des années avant le public, si restreint soit-il.

Cependant, je dois dire qu'à un certain moment je suis entré en désaccord avec lui sur un certain nombre de problèmes théoriques importants : la théorie de l'Etat, la prééminence du fait politique sur le fait économique, la concentration du capital et d'une façon générale sur l'analyse du capitalisme.

Le capitalisme...

Je me souviens en particulier avoir longuement débattu avec lui sur le problème de la concentration du capital, qui peut sembler à première vue peu important, mais qui est en réalité une question « capitale », si je puis dire. En effet de cette question découle tout un ensemble stratégique qu'il ne faut pas sous-estimer.

Gaston dénonçait la thèse de la concentration du capital, que Victor Considérant avait lui-même réfutée, mais à laquelle adhéraient Proudhon et Bakounine, aussi bien que Marx. A l'appui de sa thèse, Gaston disait qu'il existait à l'époque 1 million et demi d'entreprises industrielles en France. Or le nombre d'entreprises n'a rien à voir avec le degré de concentration du capital, ou plus précisément avec le degré de concentration de la propriété du capital.

En réalité, Gaston confondait concentration du capital et concentration des entreprises, ce qui n'est pas la même chose. Si la concentration du capital provoque, jusqu'à un certain point, la concentration des entreprises, elle n'est pas du tout incompatible avec l'existence d'une grande quantité d'usines.

La concentration du capital ne veut pas dire qu'il y a un nombre de plus en plus réduit d'usines, mais que la propriété de ces usines est concentrée en un nombre de plus en plus réduit de mains.

A cela, Gaston rétorquait que l'actionnariat se développait de plus en plus et qu'en conséquence de plus en plus de gens étaient partie prenante dans le maintien du système. Formellement, il avait raison. Mais il négligeait un point important. La possession de quelques actions par une famille en fait peut-être des capitalistes pour la forme mais elle a surtout un rôle idéologique : donner l'illusion à des salariés de participer au système. En réalité, ces gens n'ont aucun contrôle sur les entreprises dont ils détiennent des actions.

Paradoxalement, la multiplication du petit actionnariat ne fait qu'accroître la concentration du capital. Elle permet de drainer vers les entreprises la petite épargne des salariés sans leur donner aucun pouvoir de contrôle. Si, dans une société, trois ou quatre actionnaires détiennent 20 ou 25% du capital, le reste étant dispersé entre les mains d'innombrables petits détenteurs, ce sont les trois ou quatre gros détenteurs qui contrôlent tout.

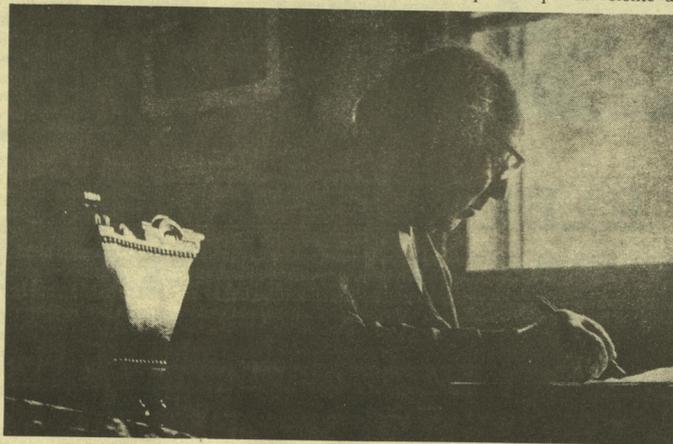
Et en attirant la petite épargne, les gros actionnaires se donnent ainsi les moyens financiers de concentrer encore davantage le capital entre leurs mains.

Lorsque Leval disait que dans les pays occidentaux la moitié de la population est propriétaire de son habitat et que 65% des travailleurs en France ont une voiture, il confond propriété d'un bien d'usage et propriété d'un moyen de production. Une auto, une maison deviennent des moyens de production si on est propriétaire d'une société de taxis ou si on possè-

ède des appartements qu'on loue. Autrement, ce ne sont que des biens de consommation.

D'ailleurs, l'argument de Leval se retourne contre lui. Si le capital des firmes automobiles n'était pas concentré, la production d'automobiles ne pourrait se faire de façon massive, leur coût de production serait trop élevé pour que 65% des travailleurs possèdent une voiture. Aux Etats-Unis, quatre firmes fabriquent 87% de la production des autos, si ce n'est pas de la concentration...

Il n'est pas dans mon intention d'aborder de façon détaillée le point de vue de Gaston Leval sur cette question. Cependant il faut dire que si Gaston avait raison de dire qu'il était nécessaire de développer dans le mouvement libertaire l'analyse critique du capitalisme, sur le fond un certain nombre de ses positions étaient erronées et constituaient un recul par rapport à ce qu'avaient pu écrire à la fois Proudhon et Bakounine. Proudhon en particulier avait développé une analyse des mécanismes du capitalisme qui s'est révélée tout à fait pertinente et qui reste encore actuelle aujourd'hui. Dans le *Système des contradictions* en particulier, dans un chapitre consacré aux monopoles, il explique le processus par le-



Gaston Leval à sa table de travail

quel le capital se concentre. La concurrence entre les producteurs, les conflits que cette concurrence engendre, provoquent la formation de monopoles. Le monopole remplit des fonctions nécessaires dans le système : il permet l'accumulation des profits et l'extension des moyens productifs.

... et l'Etat

Il y a un autre point sur lequel je me suis trouvé en désaccord avec Gaston : c'est sur le problème de la primauté du fait politique. Pour des raisons que je ne parviens pas à expliquer, Gaston avait une conception très manichéenne du problème.

Gaston faisait du marxisme une interprétation très mécaniste et économiste. Il s'en tenait à l'idée selon laquelle Marx n'aurait reconnu comme force déterminante de l'histoire que les forces économiques. En s'en tenant à certains textes de Marx, on peut effectivement interpréter de cette façon. Cependant, en y regardant de plus près on s'aperçoit que Marx reconnaissait quatre forces déterminantes : les forces productives et les modes de production ; les cadres sociaux et les structures sociales ; la conscience individuelle et collective ; l'idéologie. (Cf. *L'Idéologie allemande*.)

Sur la genèse de l'Etat, Gaston prenait donc le contre-pied systématique de sa propre interprétation de la pensée de Marx et pensait que l'origine de l'Etat était dû uniquement à la volonté de pouvoir et à la conquête militaire. Il pensait en particulier que l'Etat était une sor-

te d'organisme indépendant des classes sociales qu'il exploitait et opprimait indistinctement. Parlant de la Révolution française, il considérait en particulier que la noblesse était exploitée au même titre que la bourgeoisie et la paysannerie. L'erreur de Gaston, à mon avis, était de considérer l'Etat comme une catégorie abstraite dont les caractéristiques sont les mêmes quel que soit l'époque. Ainsi, l'Etat de la Chine des Ming, des Incas, la Rome antique, l'Etat sous Louis XI ou sous Louis XVI sont abordés de la même façon que l'Etat dans un pays industrialisé.

Or je pense que ce sont des modèles trop dissemblables pour être analysés avec les mêmes critères. Et, à partir du moment où on les analyse dans le contexte de leur époque, on est bien obligé, d'une façon ou d'une autre, d'aborder le mode de production dans lequel ils s'intègrent : le mode de production économique, mais aussi le mode de production de leurs structures sociales et idéologiques.

Il n'est évidemment pas question d'entrer dans le détail de ce genre de problème. On peut cependant évoquer rapidement certains des exemples que donne Gaston dans son livre *L'Etat dans l'histoire*.

Voulant démontrer la validité d'un fait extra-économique tel que la volonté de

On pourrait multiplier les exemples où Gaston Leval part de faits réels pour parvenir à des conclusions sinon erronées du moins trop partielles. On pourrait également contester ses sources. Le très réactionnaire Pierre Gaxotte peut certes énoncer des faits vérifiés mais les conclusions qu'il en tire doivent être abordées avec circonspection. A l'inverse, Gaston cite à plusieurs reprises l'historien H. Pirenne pour appuyer ses idées : or Pirenne tout en n'étant pas marxiste, est un des historiens qui a accordé le plus de poids aux facteurs économiques. On peut donc s'interroger sur la façon dont Leval a interprété les textes de Pirenne.

Le paradoxe est que l'idée selon laquelle les actions politiques sont le facteur décisif en histoire a été pour la première fois ébranlée au XIX^e siècle par les historiens très bourgeois de l'époque de la Restauration. C'est donc là un très vieux débat.

Les grands théoriciens du mouvement ouvrier du XIX^e siècle que furent Proudhon et Bakounine d'une part, Marx et Engels d'autre part, ont repris ce point de vue des historiens de la Restauration et l'ont développé. Je pense qu'une des erreurs de Gaston est de ne pas avoir su différencier l'analyse de l'Etat dans les sociétés précapitalistes et celle de l'Etat dans les sociétés industrielles.

Il est vrai que l'Etat dans les sociétés préindustrielles a pu avoir un rôle déterminant, mais, précisément, dans ces sociétés la plupart du temps l'Etat a empêché le développement du capitalisme. N'ayant pas cela à l'esprit, n'ayant pas conscience des mécanismes réels du développement économique de l'Europe occidentale, Gaston est amené à appliquer à l'évolution des sociétés européennes des schémas de développement des sociétés orientales, qui reposent sur des bases totalement différentes.

En conclusion sur l'analyse du fait politique et de l'Etat, l'analyse de Gaston Leval constitue un recul par rapport à la théorie libertaire, en particulier celle développée par Proudhon et Bakounine. Je ne veux pas dire qu'il faut s'en tenir à ce que ces auteurs ont dit mais que leurs positions constituent une base beaucoup plus solide pour développer une théorie de l'Etat et de l'histoire.

En guise de conclusion

Je ne sais pas si Gaston Leval a eu des « disciples » car j'ai cessé d'avoir des relations avec le Centre de sociologie libertaire après que je l'ai quitté. Il aurait peut-être mieux appartenu à un « levalien » d'écrire un texte sur Gaston.

Le lecteur comprendra aisément à quel point il m'est pénible de réfuter les idées de celui à qui je dois tant et que je continue de considérer comme un grand bonhomme. Car en réfutant — ou en essayant de réfuter — ses idées, c'est une partie de l'œuvre de sa vie que je mets en cause.

Néanmoins, je crois rester dans l'esprit de son œuvre en disant que le débat théorique dans le mouvement libertaire doit rester un véritable débat d'idées, fondé sur des arguments et non sur des *a priori*, sur des raisonnements cohérents et non sur des invectives.

Si le mouvement libertaire dans son ensemble pouvait faire la démonstration qu'un tel débat d'idées, qu'une telle recherche théorique était possible, on pourrait dire que l'œuvre de Gaston Leval serait réalisée (1).

R. B.

(1) La librairie du Monde libertaire organise samedi 26 janvier, à 16 h, un forum sur Gaston Leval. Des militants traiteront du parcours de la pensée politique de Leval. A cette occasion, une exposition retraçant sa vie et son œuvre a lieu du 19 janvier au 14 février. Toujours à la librairie du Monde libertaire, des ouvrages de Gaston Leval sont actuellement proposés à des prix défiant toute concurrence.

«
VAN
Espa
ceux
gauche, s
de l'U.G.T
« gauche »
raient les a
doux réveu
minés ou de
ques mois
que le réve
ce pour l'ess
nombreux f
sèrent leur j
cipèrent à
d'un « impo
lité. Cet «
voir la recou
nomie et d
bases de l'e
té et de l'er
de ce qu'on
tivation.
Dans les
et à la car
leurs après
trons se rem
firent tourn

BAKO
B plaise
et aut
comme tou
un homme
que la note
quence, le
et une gran
œuvre sont d

Mais Ba
rement à la p
porains, fut
me qui pens
quel s'inscri
té libertaire.
pensée se si
temps. Ou
elle est tou
Le livre de
justement, in
là de Bakou
ou laisse carré
dotique et l'
s'attacher à
le Bakounine

GASTO
Espagn
et La P
de Bakounine
breux livres et

L'Etat dan
l'un des plus
eux. Dans c
Leval démon
tout à la fois
système et le
système. Effe
préfère. Ce qu
tution dotée d
d'autonomie.

En développ
lyse, Leval pou
gence de fond
et marxistes à
Car, pour les
n'a pas d'exis
Il est la consc
sion de la soc
il sert les inté
Aussi, en sup
priété privée d

« ESPAGNE LIBERTAIRE, 36-39 »

DE GASTON LEVAL

AVANT juillet 1936, en Espagne, nombreux étaient ceux, républicains de gauche, socialistes, membres de l'U.G.T., etc., tous gens de « gauche » donc, qui considéraient les anarchistes comme de doux rêveurs, de pauvres illuminés ou des fous délirants. Quelques mois plus tard, constatant que le rêve se matérialisait, grâce pour l'essentiel aux anarchistes, nombreux furent ceux qui révisèrent leur jugement et qui participèrent à la mise en œuvre d'un « impossible » devenu réalité. Cet « impossible », à savoir la reconstruction de l'économie et de la société sur les bases de l'égalité, de la liberté et de l'entraide prit le visage de ce qu'on a appelé la collectivisation.

Dans les usines, les services et à la campagne, les travailleurs après avoir chassé les patrons se remirent au travail, refirent tourner la machine éco-

nomique et reconstruisirent toute la vie sociale. La démocratie directe fut instaurée. Les collectivités de base (collectivités rurales, usines, etc.) se fédérèrent pour coordonner leurs activités et pratiquer l'entraide. Elles assurèrent l'égalité économique à leur membres — une indemnité familiale remplaça le salaire individuel — et la sécurité sociale. Avec la suppression de l'argent, le spéculateur et la thésaurisation devinrent impossibles. Et tout cela marcha très bien. La production augmenta. Des régions entières vécut au rythme de la collectivisation. Et surtout, tout cela se fit sans recourir à la coercition. Les libertaires, préférant la valeur de l'exemple, ne forcèrent personne à vivre les collectivisations.

On l'aura donc compris, l'Espagne libertaire de 1936 à 1939 constitue la preuve de la possibilité pour une société de fonc-

tionner autrement que selon les lois du capitalisme privé ou d'Etat. C'est la démonstration de la formidable capacité de l'anarchisme à s'inscrire dans la réalité.

Gaston Leval, en écrivant ce livre (1) qui décrit et explique le pourquoi et le comment des collectivités espagnoles, avait conscience de cela. Et c'est pourquoi, il a voulu mettre la réalité espagnole de 1936-1939 en chiffres et en photographies pour qu'on n'oublie pas, pour qu'on sache, pour qu'on continue à se battre ! Et, il a réussi. Les lecteurs de ce livre, qui sont ensuite devenus des militants de l'anarchisme, ne se comptent plus. Si vous ne me croyez pas, lisez-le... et on en reparlera !

Hervé-Claude Lapidaire

(1) « Espagne libertaire, 36-39 », édité du Monde libertaire, en vente à la librairie du Monde libertaire, 60 F.

« LA PENSÉE CONSTRUCTIVE DE BAKOUNINE »

DE GASTON LEVAL

BAKOUNINE, n'en déplaise à ses « groupies » et autres « fans », était, comme tous ses contemporains, un homme d'une autre époque que la nôtre. Par voie de conséquence, le personnage, sa vie et une grande partie de son œuvre sont datés.

Mais Bakounine, contrairement à la plupart de ses contemporains, fut également un homme qui pensa le cadre dans lequel s'inscrira un jour une société libertaire. Et, en ce sens, sa pensée se situe en dehors du temps. Ou plus précisément, elle est toujours d'actualité.

Le livre de Gaston Leval (1), justement, insiste sur cet aspect-là de Bakounine. Il minimise ou laisse carrément de côté l'anecdote et l'événementiel pour s'attacher à mettre en lumière le Bakounine penseur et théo-

ricien de l'anarchisme. Et c'est étonnant ! Car ce que Bakounine a théorisé au niveau de l'économie, du socialisme fédéraliste, de la science, du syndicalisme, de l'Etat, du marxisme, tient toujours la route en 1985.

Comme on le voit, ce livre va à l'essentiel. Il rassemble et condense tout ce qui, dans la pensée de Bakounine, peut aujourd'hui nous être utile. Pour comprendre et combattre la réalité de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme. Pour commencer, d'ores et déjà, à écrire le grand livre de l'espérance. Celui de la révolution sociale.

Mais qu'on ne s'y trompe pas ! Ce livre n'a rien à voir avec un monument érigé à la gloire de la théorie pour la théorie. On y découvre notamment, et Maurice Joyeux le faisait dé-

jà remarquer dans le *Monde libertaire* n° 222 de mai 1976, qu'à la source de toute réflexion de Bakounine, il existe une attitude morale, que d'ailleurs Kropotkine partagera plus tard, et qui le pousse à rejeter tout ce qui, dans la proposition révolutionnaire, peut toucher à la dignité de l'homme.

Bref, dans ce livre, l'un des meilleurs existant sur Bakounine, Gaston Leval nous permet de nous abreuver aux sources d'une théorie, d'une éthique et de leur interdépendance. C'est tout à la fois un livre que l'on lit avec intérêt et un livre que l'on ressent avec ses tripes et son cœur. Un grand livre, donc ! A lire et à relire !

H.-C. L.

(1) « La Pensée constructive de Bakounine », en vente à la librairie du Monde libertaire, 35 F.

GASTON LEVAL, THÉORICIEN ET ÉCRIVAIN LIBERTAIRE

GASTON LEVAL, outre *Espagne libertaire*, 36-39 et *La Pensée constructive de Bakounine*, a écrit de nombreux livres et brochures.

L'Etat dans l'histoire (1) est l'un des plus importants d'entre eux. Dans ce livre, en effet, Leval démontre que l'Etat est tout à la fois le produit d'un système et le producteur de ce système. Effet et cause, si l'on préfère. Ce qui en fait une institution dotée d'une certaine dose d'autonomie.

En développant une telle analyse, Leval pose bien la divergence de fond entre anarchistes et marxistes à propos de l'Etat. Car, pour les marxistes, l'Etat n'a pas d'existence autonome. Il est la conséquence de la division de la société en classes et il sert les intérêts des dominants. Aussi, en supprimant la propriété privée des moyens de pro-

duction, l'Etat ne peut que disparaître.

Pour les anarchistes, en revanche, l'Etat, de par son haut degré d'autonomie, n'a pas la moindre chance de disparaître de lui-même, quel que soit le régime de propriété des moyens de production. L'abattre constitue une nécessité et une priorité.

Dans *Pratique du socialisme libertaire* (2), Leval, dont ce fut une préoccupation constante, réfléchit à haute voix sur la manière dont pourrait fonctionner la société après la révolution sociale : au niveau de l'industrie, de la distribution, de l'agriculture, des services publics... Dans *l'Humanisme libertaire* (2), comme dans *Éléments d'éthique moderne*, il s'attache à définir une espèce de morale du révolutionnaire et de la révolution sociale.

Dans *L'Enfance en croix* (2), récite complètement autobiogra-

phique, il nous raconte le martyre de son enfance. C'est très poignant et cela nous permet de comprendre l'itinéraire politique suivi plus tard par Leval. De plus, Gaston Leval a écrit également *L'Indispensable Révolution*, *Le Communisme* et de nombreux ouvrages en espagnol et en italien.

Si l'on ajoute tout ce qu'il a écrit sous forme d'articles dans *Le Libertaire*, *Les Cahiers du socialisme libertaire*, il est aisé de comprendre que l'œuvre de Leval est considérable. Et ce, aussi bien en quantité qu'en qualité.

Maylis O'Brien

(1) « L'Etat dans l'histoire », édité du Monde libertaire, en vente à la librairie du Monde libertaire, 40 F. On peut lire la note de lecture qui lui a été consacrée dans le M.L. n° 494 de juin 1983.

(2) En vente à la librairie du Monde libertaire, respectivement aux prix de 20 F, 20 F et 30 F.

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 24 janvier :

« De bouche à oreilles » (14 h à 16 h) : le magazine de la chanson vivante reçoit Alain Aurenche (à l'occasion du gala de soutien à Radio-Libertaire).

• Vendredi 25 janvier :

« Joui-science » (12 h à 13 h 30) : un roman méconnu de Wells, *M. Barnstaple chez les hommes-dieux*.

« L'Invité quotidien » (20 h à 22 h) : Jean-Michel Lemerre qui parlera de l'enfermement psychiatrique, et Georges Balkanski à propos de « Quarante ans de démocratie populaire en Bulgarie ».

• Samedi 26 janvier :

« Emission spéciale » (11 h à 12 h) : l'œuvre et la personnalité de Gaston Leval, avec des militants qui l'ont connu. « Chronique syndicale » (12 h à 14 h) : préparation du congrès C.F.D.T.-U.R.P., avec des militants anarcho-syndicalistes. « Près du radiateur » (18 h à 19 h) : actualité lycéenne, le racisme avec Kamel et des copains algériens et marocains.

• Dimanche 27 janvier :

« Folk à lier » (12 h à 14 h) : l'émission reçoit les musiciens routiniers Paris-Banlieue avec J.-F. Vrod et Marc Anthony (fondateurs du groupe Café-Charbon, musique auvergnate). « La fiancée de M. Spock » (18 h à 20 h) : téléphages et radiophiles discutent le bout de gras sur les feuillets de science-fiction.

• Lundi 28 janvier :

« La clé de 13 » (14 h à 16 h) : émission spéciale, avec la venue de 12 adolescents, fils et filles de mineurs anglais grévistes.

• Mardi 29 janvier :

« 01 Anarchie » (12 h à 14 h) : les femmes et la bureautique. « Prisons » (20 h à 22 h 30) : chronique mensuelle de J. Lapeyrie, avec Jacques Lesage de la Haye (syndicat de la magistrature).

A PROPOS DU PREMIER FESTIVAL DU FILM LIBERTAIRE

LE groupe Emile-Pouget de la Fédération anarchiste, avec l'aide de la Pensée libertaire (association loi de 1901), a organisé le 2 décembre 1984, à Gif-sur-Yvette (Essonne) son 1^{er} festival du film libertaire. Environ un mois après, nous pouvons tirer un premier bilan. Ce festival, qui s'étalait sur toute la journée de dimanche, a pu accueillir plus d'une centaine de personnes. Trois films ont été projetés :

Kashima Paradise, de Yann Le Mason, n'est pas à proprement parler libertaire, mais retrace l'histoire des luttes des habitants de la région de Kashima (Japon) contre l'implantation d'un complexe industriel, entraînant de nombreuses expropriations.

Ce film a permis à un compagnon des Relations internationales de la F.A. de souligner quelques différences entre les modes de fonctionnement de la justice et du syndicalisme au Japon et en Europe. Malheureusement, peu de personnes participèrent au débat, peut-être parce que le Japon semble trop éloigné pour que les gens soient correctement informés et puissent se sentir concernés.

Le deuxième film, *Ecoutez May Picqueray*, de Bernard Baissat, est l'histoire de « May la réfractaire », militante anarchiste bien connue des lecteurs du *Monde libertaire*. Bernard Baissat nous a fait la gentillesse de venir présenter lui-même son film et d'animer le débat. Celui-ci s'orienta princi-

palement sur les autres productions de B. Baissat, et également sur May Picqueray et l'antimilitarisme.

Le troisième et dernier film, *L'An 01*, d'après Gébé, retrace ce qui peut se passer lorsque l'ensemble d'une population arrête tout et se met à réfléchir sur une nouvelle forme de vie et de rapports entre les individus. Incontestablement, ce dernier débat fut le plus riche, même s'il ne porta que très peu sur le film lui-même. En revanche, de nombreuses questions ont été posées aux militants de notre groupe concernant aussi bien les activités du mouvement anarchiste en général, que celles de notre propre groupe.

Lors de cette discussion, un intervenant nous a informé qu'un sondage non publié relatait qu'environ 7% de la population française se sentaient attirés par les idées libertaires. A nous d'en tirer les conclusions afin que ce courant de sympathie puisse se concrétiser.

Quant à l'organisation du festival, il ne faut pas cacher que nous avons connu des problèmes (d'organisation et techniques essentiellement). Nous en sommes bien conscient et d'ores et déjà, nous en tenons compte pour que notre prochain festival du film libertaire, que nous prévoyons pour la fin de l'année 1985, soit de meilleure qualité. Vos suggestions seront toujours les bienvenues.

Gr. Emile-Pouget
(Vallée de Chevreuse,
Rambouillet)

ECONOMIE SOCIALE

RELIER le social à l'économique, l'économique au social, c'est ce que font les habitants du quartier de l'Alma-Gare à Roubaix. Une expérience originale, dont il est difficile de parler sans revenir aux événements qui ont abouti à la revitalisation d'un quartier condamné.

Le pour...

En 1967, l'Alma-Gare, composé essentiellement de courées insalubres, occupées à 36% par une population immigrée, doit être rasé. Les militants de la Confédération syndicale du cadre de vie (C.S.C.V.) s'opposent à la solution du bulldozer. Ils réclament une réhabilitation du quartier sous le contrôle de ses habitants.

En 1973, ils créent l'Atelier populaire d'urbanisme (A.P.U.) qui tient régulièrement des réunions ouvertes à tous. Des femmes, des enfants, des personnes âgées, des immigrés, viennent y discuter de l'avenir de leur quartier.



Très vite, l'A.P.U., qui entend être un interlocuteur valable de différentes administrations, se rend compte des limites de ses compétences et demande à avoir ses propres techniciens. Après des mois de lutte, elle obtient un financement expérimental qui lui permet de les recruter. Et en 1977-1978, la mairie de Roubaix accepte le schéma directeur d'aménagement du quartier réalisé par ces spécialistes et les habitants (1).

Mais petit à petit, la réflexion sur le logement renvoie à d'autres questions : les personnes âgées, le sport, la santé, l'école, l'emploi. Dans ce quartier, le taux de chômage est presque deux fois plus important que celui de Roubaix dans son ensemble. Le niveau de formation est très bas : 89,2% de la population de 17 ans et plus n'a aucun diplôme ou juste le certificat d'études primaires.

« Au cours d'une réunion de l'A.P.U., raconte Gaby (un des menuisiers de l'Alma-Scoop, un gosse a déclaré : c'est bien de parler de réhabilitation, mais je suis au chômage ; qu'est-ce que je fais ? » A l'urbanisme vont alors s'ajouter d'autres axes de réflexion : « On voulait créer des activités différentes qui donnent envie de travailler. Pour cela, il fallait trouver des créneaux qui n'étaient pas utilisés par l'économie traditionnelle et qui puissent s'inscrire dans le quartier », déclare Rabah, qui travaille aujourd'hui dans l'association de gestion, d'information et de recherche (A.G.I.R.) créée sur le quartier.

Progressivement, des activités économiques vont se mettre en place : une imprimerie, un atelier-cuisine, une coopérative de second-œuvre en bâtiment,

une entreprise de services, etc., qui toutes présentent un intérêt pour la vie économique et sociale du quartier. Elles emploient au départ une trentaine de personnes.

En septembre 1979, l'imprimerie Almag'Art est créée sous forme d'association loi de 1901. Support technique de l'A.P.U., elle s'adresse aux petites associations locales. Elle a pour vocation d'améliorer la qualité de leurs travaux (tracts, affichettes), de leur apprendre à faire des maquettes et d'accueillir des jeunes en stage de formation.

L'atelier-cuisine, créé par des habitantes, se transforme très vite en restaurant de quartier. D'abord ouvert deux fois par semaine, il finira par ouvrir tous les jours sur la demande des usagers.

La coopérative du bâtiment, Alma-Scoop, se crée sur le vaste marché de la réhabilitation. Dès le départ, elle emploie neuf personnes : couvreurs, maçons, menuisiers, peintres. Mais très vite, elle se heurtera à des problèmes de fonctionnement et d'organisation du travail.

Bref, c'est la menace qui planait sur le quartier qui a poussé les gens, qui n'étaient pas préparés à aborder et à prendre en charge des activités économiques, à sauter le pas et à se lancer dans ces responsabilités. Aujourd'hui, la situation est un peu différente. Alors qu'il y a quelques années, les initiatives venaient entièrement de la base, aujourd'hui le gouvernement fait tout son possible pour favoriser l'émergence de telles pratiques, conseillant aux chômeurs de créer leur propre entreprise, poussant les travailleurs sociaux à développer la micro-économie dans les quartiers.

... et le contre

Organisation d'une vie économique alternative sur un quartier, reprise en main ou création par les travailleurs de leur propre entreprise, le vécu autogestionnaire que comportent de telles expériences est indéniable. Toutefois, ne pas prendre en compte les facultés d'adaptation et de récupération du système capitaliste serait une erreur. En effet, les nouvelles formes de domination — beaucoup plus subtiles que les précédentes et mises en place par la haute finance internationale — passent dans les pays industrialisés avancés par la récupération en douceur des courants autogestionnaires et alternatifs hérités de mai 68. Comment ? Par l'intermédiaire de la social-démocratie, partis et syndicats socialistes qui entretiennent sciemment la confusion entre autogestion et participation. Par des revues spécialisées comme *Autrement*, financée par le groupe Lazard par l'intermédiaire de Bloch-Lainé. Et, en général, par toutes les fondations qui soutiennent l'innovation sociale.

Pourquoi ? Les Etats étant submergés de demandes de prises en charge du fait de la destruc-

tion du tissu social par le fonctionnement même du capitalisme, il fallait trouver un moyen d'alléger les coûts sociaux, y compris celui du chômage. Par conséquent, il revenait moins cher de soutenir la prise en charge des problèmes par les gens concernés, en leur laissant une certaine marge de « liberté », voire de pouvoir, où la nouvelle classe moyenne est appelée à jouer un rôle d'intermédiaire. Ce désengagement de l'Etat social se fait sous le slogan trompeur du « moins d'Etat ».

Dans la même veine, des entreprises de secteurs non rentables sont revendues aux travailleurs, invités à les « autogérer ». C'est le cas de plus de cinq mille entreprises aux Etats-Unis, alors qu'il n'existait qu'une dizaine de coopératives il y a quelques années. Cette « autogestion » est synonyme d'autoexploitation.

Derrière toute cette mise en scène, sous couvert de la « crise », se cache une gigantesque opération de restructuration du capitalisme, au niveau mondial, en un capitalisme planifié par

des négociations au sommet entre Etats et multinationales, et qui se donne différents moyens dont le F.M.I., l'O.C.D.E., la Trilatérale, etc. Ce nouveau système d'exploitation, au niveau mondial, par le partage ou le pillage des ressources, le transfert de la production vers des contrées à bas revenus, la répartition des marchés, passe aussi par l'accentuation des disparités dans le développement (régions pauvres / régions riches, aussi bien au niveau mondial qu'au niveau national), et en général par la fragmentation au maximum du prolétariat.

Evoués à l'occasion des Rencontres internationales de Venise (2), ces thèmes ont permis de déceler au sein même du mouvement libertaire l'influence de cette politique de récupération. Derrière les exposés *ex cathedra* de l'intelligensia universitaire, présente à Venise, s'est profilé en effet un courant libéral-libertaire qui, sous couvert d'adaptation et de modernisme, constitue ni plus ni moins un facteur de récupération tout aus-

si dangereux pour le mouvement anarchiste que la précédente tentative qui passait par la marginalisation ou la criminalisation de celui-ci. Parmi les caractéristiques de ce courant, on peut noter : le refus d'une perspective révolutionnaire, la négation de l'anarchosyndicalisme, l'acceptation du capitalisme temporisé par le démantèlement des grandes entreprises (« Small is beautiful »), la généralisation de la cogestion, l'idéalisation des « pouvoirs locaux », ainsi que l'incompréhension des nouvelles formes de domination, de contrôle et de reproduction du capital.

Eric Dussart
Gr. de Lille

(1) Refusant le béton et les tours, les habitants de l'Alma-Gare ont réussi à imposer la construction d'un habitat neuf respectant à la fois les caractéristiques d'une courée roubaissienne et d'un village maghrébin.

(2) Voir le compte rendu d'Ivan Peterson, membre de l'Organisation syndicaliste libertaire de Genève, paru dans le n° 68 d'*Alternative libertaire* (Bruxelles).

IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST... PARISIEN

Un commando de l'ex-G.U.D., armé par le maire attaque la maison des jeunes de Sèvres.

Il y a cinq ans, la municipalité, alors d'union de la gauche, achète une ancienne usine en plein centre de Sèvres pour en faire un centre culturel et associatif. Un peu plus tard, le centre comprend un atelier de tissage, un de lithographie, un de taille de pierre, un club de jeunes autogéré « Issue de secours » qui ont amenagé eux-mêmes leur local, une association de stages de réinsertion pour ces jeunes (« Possible »), et un groupe musical local (« Hot-Pants »).

En 1983, une municipalité de droite est élue qui décide d'épurer la ville de tous ceux qui ne sont pas dans le moule d'une banlieue bourgeoise que l'on voudrait être un dortoir bien calme. Jean Caillonneau, le maire, décide aussi de faire une bonne affaire financière en revendant le terrain à un promoteur qui rasera le tout pour construire de bons logements tranquilles.

Mais trois associations de jeunes : Issue de secours, Possible et Coup-de-pouce refusent de partir. En juillet, le maire obtient un arrêté d'expulsion contre l'Issue de secours et, sans attendre le jugement d'appel, le fait exécuter en saccageant au passage les locaux des autres associations. Les associations gagnant en appel réintègrent aussitôt les lieux. Le maire s'énerve, vend le terrain et signe un permis de démolir juste avant de recevoir la notification de l'arrêté de la cour d'appel. Vive la décentralisation ! Le 10 décembre, il envoie une pelleteuse qui démolit la moitié des locaux. Mais l'arrêté étant arrivé et une aile du bâtiment restant debout, les jeunes décident de réintégrer les locaux et de les surveiller jour et nuit.

Le 13 décembre, un commando de dix personnes, accompagné de M. Veteau, adjoint au maire, fait irruption à 7 h du matin ; il est repoussé par les jeunes aidés par plusieurs Sévriens de tout âge, qui commencent le déblaiement des ruines.

Le maire, s'acharnant, organise une autre agression. Un nouveau commando, commandé par lui-même, l'inévitable Veteau et une dizaine d'élus de droite s'attaquent au reste du centre le 3 janvier, à 6 h 45 du matin. Une trentaine d'individus, armés de matraques, de barre à mine et de bombes lacrymogènes, déloge les cinq jeunes encore endormis au deuxième étage. L'un d'eux, Jacques Grosset, est défenestré, il sera évacué avec une rotule cassée à l'hôpital de Garches. Deux filles sont matraquées, traumatisées cranien pour l'une, cuir chevelu ouvert nécessitant sept points de suture pour l'autre.

Le bulldozer préparé peut commencer la démolition sous

l'œil passif des forces de l'ordre rapidement prévenues. Jusqu'à ce qu'un commissaire arrive plus d'une heure après l'attaque pour arrêter partiellement les dégâts.

Les jeunes ne se découragent pas, quatre d'entre-eux réintègrent le second étage, malgré la démolition de l'escalier et depuis gardent les lieux en dépit du froid, grâce à la solidarité de quelques Sévriens qui fournissent le minimum de nourriture, en attendant que la municipalité accepte de fournir de nouveaux locaux.

Pendant que plus de six cents habitants manifestent leur indignation face à cette violence, les élus se justifient par une campagne de calomnies sur la drogue, la « racaille », les viols, les squatters, les délinquants, etc. Une telle conception « western » en pleine banlieue parisienne, beaucoup n'y croient pas, et pourtant les lepennistes existent, les jeunes sévriens les ont rencontrés.

Bud

Dernière minute : les adjoints au maire ont « proposé » que les plaintes soient retirées en échange de la jouissance des locaux !!!



Ce qui reste après l'intervention du bulldozer.